Absence de conditions d'hygiène

Des gâteaux de l'Aïd vendus sur les trottoirs

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année -N° 3914 - Lundi 4 juillet 2016 – Prix : 10 DA

Caisse nationale des retraites

El Ghazi appelle à plus de communication avec les retraités

Page 3

Journées de fête de l'Aïd El Fitr et du 5 juillet à Béjaïa

Des directions se mobilisent pour assurer un service normal

Page 2

Cette inflation qui se refuse

Par Mohamed Habili

A chaque période de son histoire, et par suite à chacune de ses grandes crises, le capitalisme se laisse mieux saisir par tels indicateurs plutôt que par tels autres, même si, bien sûr, il ne se réduit jamais aux uns ni aux autres. Hier encore, c'est le taux de croissance qui constituait la mesure la plus significative de son état, aussi bien dans le cadre plus ou moins étroit d'un pays qu'à une échelle globale, comme disent les Anglo-Saxons. Tant qu'il était élevé, la situation d'ensemble était estimée positive, même si dans le même temps d'autres indicateurs, eux par contre, n'étaient pas ce qu'ils devraient être. Ainsi de l'inflation, qui pouvait être alors préoccupante, qui du reste l'était souvent dans ces conditions, pour l'excellente raison que croissance forte et poussée inflationniste vont généralement de pair. En effet, il n'y a de croissance forte que dans les phases d'expansion, propices au plein emploi, et à son corollaire la hausse des salaires, qui fait baisser le taux de profit moyen, ce à quoi les capitalistes ne tardent pas à réagir par l'augmentation des prix, et donc à terme par l'inflation. C'est par ce bais, qui ressort à la lutte de classes dans le domaine économique, que l'expansion s'érode, et qu'elle finit par céder la place à la récession, et parfois à la crise, à la dépression plus ou moins longue et profonde. C'est précisément le cas aujourd'hui, et cela ne date pas d'hier, ce qui aurait été assez dans l'ordre des choses, mais depuis quasiment une décennie, ce que les économistes ont le plus grand mal à s'expliquer.

Suite en page 3

Crise financière, foncier et développement local

Les walis sous forte pression

Ph/D. R.

Les walis sont tenus de s'adapter à la nouvelle situation financière du pays et changer leur mode de gestion. A ce propos, le ministre de l'Intérieur affirme que «l'ère des dotations financières centralisées pour faire face aux dépenses de fonctionnement est révolue». Page 3

Algérie Poste lance un portail web épuré

Un site adaptable aux supports mobiles

Page 4

ANEP/Prix «Les amis du livre»

Les quatre lauréats récompensés à Alger

Page 24

Absence de conditions d'hygiène

Des gâteaux de l'Aïd vendus sur les trottoirs

Le mois de ramadhan nous fait vivre ses derniers instants et l'on se prépare, dans chaque foyer, à accueillir la fête de l'Aïd el fitr. En effet, après les emplettes des vêtements, place aux préparatifs et à l'achat des gâteaux de l'Aïd.

Par Meriem Benchaouia

C'est le business juteux des pâtissiers et des vendeurs de fruits secs, qui n'y vont pas avec le dos de la cuillère et saignent à blanc les consommateurs, ruinés par les dépenses. Comme pour le prêt-à-porter, l'Algérien recourt au prêt-à-consommer. Mais celui-ci est-il fiable ? L'hygiène est-elle de rigueur ? La préparation des gâteaux de l'Aïd dans une ambiance bon enfant est visiblement d'une autre époque. Les femmes submergées par le boulot et le ménage à la maison n'ont plus le temps ni l'énergie à consacrer à ce genre d'activité. Place donc aux pâtisseries mais aussi aux magasins improvisés qui profitent du mois de ramadhan pour fructifier leur commerce. Les conditions d'hygiène ne sont souvent pas respectées. Certains revendeurs installent leurs étals de fortune sales, dans une marmelade de poussières et d'ordures. A Zéralda, un restaurant s'est transformé en pâtisserie juste pour ce mois sacré. Il utilise l'intérieur du magasin pour stocker la marchandise et expose le reste sur des étals à l'extérieur à même les gaz polluants dégagés par les tuyaux d'échappement des voitures et obstruant en même temps la circulation sur le trottoir. Ce sont des gâteaux à bas-prix destinés à des consommateurs moins bien lotis. «*Il n'y a pas de secret pour obtenir des gâteaux à bas prix. Les cacahuètes et chutes de pâte servant à confectionner les gâteaux remplacent les amandes, le miel est remplacé par un sirop de sucre et les dosages des produits sont variables*», confie Asma, ancienne employée dans ce genre de pâtisserie. Une autre espèce de commerçants de pâtisserie traditionnelle est apparue ces derniers jours : les estafettes ambulantes chargées de gâteaux traditionnels dit «*de maison*» et d'autres formes de confiseries : baklawa, kaâk, makrout, gheribia, etc... dont les origines sont douteuses. Il en existe des dizaines à Alger-Centre, comme au marché Meissonier ou à la rue de Chartres. Ce commerce à la sauvette est nuisible à la santé du citoyen et à l'économie du pays. A quand leur éradication ? Ou faut-il attendre l'arrivée d'une catastrophe sanitaire pour prendre les résolutions qui s'imposent ? L'algérienne lambda ne peut pas se permettre un tel luxe et doit se contenter des gâteaux prêt-à-consommer que proposent les pâtisseries de moyenne gamme.

Ph/DR

Attention au bas-prix !

Dans une pâtisserie aux environs du quartier populaire de Bab Azzoun, la baklawa aux cacahuètes est cédée à 50 DA la pièce. Un couple de jeunes mariés en achète 30 parts. «*Nous n'allons pas nous ruiner pour les achats de gâteaux. Nous nous contenterons de baklawa. Nos mères préparent à la maison la ghraibia, le makrout et les "biscuits secs" et nous ont promis de nous laisser notre part*», affirme-t-il. Il n'y a pas foule devant la devanture de ce magasin bien achalandé. «*Les gens achètent à la dernière minute. Tout s'envolera*», rassure le vendeur qui se plaint de la concurrence déloyale des commerçants informels qui s'improvisent pâtissiers à l'approche de l'Aïd. «*On ne s'inquiète pas beaucoup de ce genre de commerce, nous, on est souvent contrôlé par les services d'hygiène. Ainsi, on ne peut pas se permettre de fabriquer n'importe quoi, cela y va de notre réputation sur le marché*», explique-t-il par ailleurs.

M. B.

Alger

Inauguration d'un service des urgences et de deux polycliniques

LE MINISTRE de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a procédé dimanche à Alger en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, à l'inauguration du service des urgences médico-chirurgicales au CHU Zemirli et de deux polycliniques de proximité à Tessala el Merdja et El Achour.
Au service des urgences médico-chirurgicales, M. Boudiaf a indiqué que l'ouverture de ce nouveau service contribuerait à l'amélioration des prestations sanitaires au profit des citoyens d'Alger et de ses environs.
Le ministre a annoncé, par ailleurs, que l'hôpital de Zéralda serait désormais spécialisé dans la prise en charge des traumatismes dus aux accidents de la circulation au niveau d'Alger-Ouest, alors que l'hôpital de Zemirli prendra en charge les victimes des accidents de la route au niveau d'Alger-Est.
La délégation ministérielle a également inspecté les polycliniques de proximité de Tessala el Merdja et d'El Achour.
Après avoir mis en exergue l'importance de ces deux polycliniques qui contribuent à l'allègement de la pression sur les grands hôpitaux d'Alger, le ministre a annoncé que ces trois structures seront dotées d'un corps paramédical.
M. Boudiaf a rappelé les autres projets en voie de réalisation dont certains seront mis en service avant la fin de l'année.

Younès F.

Journées de fête de l'Aïd El Fitr et du 5 juillet à Béjaïa

Des directions se mobilisent pour assurer un service normal

Pour assurer le service minimum durant les deux jours de l'Aïd El-Fitr et veiller à l'approvisionnement des citoyens en produits alimentaires courants, la direction du commerce et des prix (DCP) de la wilaya Béjaïa a réquisitionné comme d'habitude en pareil évènement, 1 080 commerçants, a-t-on appris. Ces commerçants qui assureront les permanences en ouvrant leurs magasins durant les deux journées de la fête religieuse sont choisis dans plusieurs quartiers et villages des cinquante-deux communes que compte la wilaya. La DCP a notifié à ces derniers leurs réquisitions, lesquels exercent dans plusieurs et diverses activités commerciales. Ce programme a pour but d'assurer le service minimum et permettre aux citoyens de s'approvisonner en denrées alimentaires de base, a-t-on informé. Ce dispositif a été décidé en 2012, suite à l'amendement de la loi 04-08, qui avait introduit une disposition obligeant les commerçants à assurer une permanence pendant les fêtes et jours fériés. Cette disposition réglementaire prévoit des sanctions envers les commerçants désobéissants. Ainsi, la DCP a principalement réquisitionné des boulangeries, des commerces d'alimentation générale, des pharmacies, des cafés maures, des marchés de fruits et légumes ainsi que des kiosques à tabac, des commerces de fruits et légumes, des supérettes, des boucheries, des distributeurs de lait, etc... Aussi, le ministre du Commerce a décidé cette année de réquisitionner aussi des unités de production durant les deux jours de l'Aïd El-Fitr. Ainsi, des minoteries, des unités de production et transformation de lait et d'eau minérale ont été réquisitionnées pour assurer le service minimum durant l'Aïd. Les commerçants choisis pour assurer la permanence durant ces deux jours de fête sont contraints d'ouvrir leurs magasins, sans quoi, ils s'exposeront à des sanctions prévues par la réglementation en vigueur, notamment des amendes allant jusqu'à 100 000 DA, la fermeture de leurs magasins, des poursuites administratives, etc... A noter que ce programme a été élaboré par l'administration, notamment les P/APC, chefs de daïra, la direction du commerce avec le concours des organisations syndicales des commerçants. Et pour veiller à sa stricte application, la DCP mobilisera, durant ces deux journées de fête des brigades mobiles qui sillonneront les villes et villages, etc... pour contrôler et inspecter les magasins et recenser tout manquement ou désobéissance. Pour sa part, Naftal a annoncé par la voix de son responsable à Béjaïa M. Boulekbache que le carburant ne manquera pas durant les jours de fêtes. Il assuré que les 8 stations-services en gestion directe par Naftal ouvriront en H24 et les 76 autres gérées par des privés qui ouvriront jusqu'à 22h et le carburant sera disponible. De son côté, la direction des transports a appelé les transporteurs à travailler durant les jours de fêtes et se rapprocher pour obtenir des autorisations pour les transporteurs qui voudraient travailler exceptionnellement ces deux jours, sur des lignes interwilayas comme Alger, Sétif, B.B.A., Tizi-Ouzou, etc... Aussi, on a appris que la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) le trafic ferroviaire de voyageurs par un deuxième autorail qui fait une navette entre Alger et Béjaïa ceci depuis hier. Cet autorail a été mis en service hier et aujourd'hui avec un départ à 9h20 d'Alger et une arrivée à 13h29 à Béjaïa. Le retour à partir de Béjaïa est programmé à 14h20mn pour arriver à Alger à 18h31mn. Hier, l'autorail a transporté une délégation ministérielle à sa tête le ministre des Transports et le directeur général de la SNTF. Ces derniers ont été accueillis par le wali Ouled Salha Zitouni à leur arrivée. Un nouveau programme est prévu à partir du 07 du mois courant avec deux départs à partir de Béjaïa à 5h05 et 14h20 et des arrivées à Alger à 9h05mn et 18h31mn. Les départs d'Alger sont prévus à 6h10mn et 16h20 et les arrivées à Béjaïa sont fixées à 10h300 et 20h27. Ce programme prévoit aussi un départ de Sétif à 6h05mn et l'arrivée à 9h44 et le retour à 18h00 à partir de Béjaïa et l'arrivée à Sétif à 21h45mn. La sûreté de wilaya n'est pas en reste puisque un plan spécial pour les fêtes de l'Aïd et de l'Indépendance et de la jeunesse le 5 juillet est déjà élaboré. Il prévoit un déploiement très large des forces de police sur le terrain et au niveau de tous les lieux et places publiques qui accueilleront des festivités de ces deux fêtes et aussi au niveau de tous les endroits sensibles et enregistrant un grand flux de citoyens et de grands mouvements de citoyens comme les gares routières et SNTF, les mosquées, les édifices publics, les grandes intersections, les jardins publics, etc... Une équipe de police est désignée pour coordonner les actions entreprises avec d'autres services de l'Etat comme il est question selon un communiqué de lutter contre le commerce informel et la vente de produits pyrotechniques, etc... Pour sa part, l'entreprise publique de transport urbain de Béjaïa (ETUB) a annoncé que le transport sera disponible dans la ville de Béjaïa les deux jours de l'Aïd et la permanence sera assurée à la gare routière et au niveau du siège d'Ighil Ouazoug et le transport sera, immédiatement, renforcé en cas de besoin.

Hocine Cherfa

Crise financière, foncier et développement local

Les walis sous forte pression

Les walis sont tenus de s'adapter à la nouvelle situation financière du pays et changer leur mode de gestion. A ce propos, le ministre de l'Intérieur affirme que «l'ère des dotations financières centralisées pour faire face aux dépenses de fonctionnement est révolue».

Par Nacera Chennafi

Ph/DR

Le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, a tenu samedi la seconde réunion des walis. Après ceux de l'Ouest, c'est au tour des 13 walis de l'Est de recevoir des directives et de rendre des comptes sur la gestion de la finance locale, le foncier et le développement local en attendant la prochaine rencontre gouvernement-walis, prévue initialement pour le mois d'août.

Les walis sont les gestionnaires locaux de la politique du gouvernement, notamment en matière de finances. Si dans le passé les dépenses se faisaient sans hésitation, la conjoncture économique actuelle difficile impose un vrai suivi des walis. À l'issue de la rencontre régionale des walis de l'Est du pays, présidée par le ministre de l'Intérieur, plusieurs recommandations ont été retenues selon le compte rendu de l'APS. Il s'agit, notamment, de la modernisation des systèmes de gestion du foncier industriel et agricole à travers l'accélération de l'informatisation des fichiers et l'interconnexion des bases de données. Bien avant ces recommandations, le ministre a résumé la nouvelle politique locale, affirmant que «*l'ère des dotations financières centralisées pour faire face aux dépenses de fonctionnement est révolue*» et appelant l'assistance à chercher des ressources financières pour faire face aux dépenses des collectivités. Il a prévenu que les interventions de l'Etat au profit des collectivités locales «*se limiteront désormais aux seuls projets créateurs de richesse*», précisant qu'«*il est de la responsabilité de chaque wali de laisser son empreinte dans la wilaya qu'il gère à travers la construction d'une économie locale forte et le recouvrement de la fiscalité, notamment*».

Le foncier industriel est un vrai casse-tête pour le gouvernement particulièrement pour le démarrage de plusieurs zones industrielles. A ce propos, l'Exécutif compte sur les walis pour le régler. D'ailleurs, certains étaient présents pour la première fois lors de la dernière tripartite. L'assainissement du foncier industriel pour faciliter la récupération des assiettes non exploitées par voie administrative, la décentralisation des avis relatifs à la délivrance des actes d'urbanisme actuellement exigés par certains ministères et la nécessité de mettre en place une procédure unifiée et décentralisée inhérente à la promotion de l'investissement ont été également appuyés à l'issue de ce regroupement régional abordant le développement économique et l'amélioration des services publics.

Les recommandations ont axé également sur la surtaxe des réalisations faites à l'intérieur de zones industrielle et zones d'activités sans respect des procédures légales applicables en la matière, aux côtés de la facilitation de la prise de possession des terrains excédentaires des entreprises publiques et des différents secteurs en tolérant les transferts à titre gracieux de terrains en question par le biais d'un texte réglementaire. Il a été aussi recommandé l'étude de la situation juridique des investissements réalisés en dehors du cadre réglementaire et n'ayant pu être mis en exploitation dans la perspective d'une éventuelle régulation. Dans ce cadre, le wali de Sétif a été chargé de coordonner les travaux d'un groupe de réflexion regroupant les chefs de l'exécutif des wilayas environnantes pour l'élaboration d'une stratégie d'intensification des investissements productifs et la relance économique des wilayas concernées. Il est question aussi du recours, autant que possible, à des groupements d'entreprises nationaux et l'étude de la possibilité de contourner les difficultés de financement de la viabilisation des zones d'activités par le biais de montages financiers.

La mise en place des outils réglementaires explicitant les procédures d'adjudication des biens et droits locaux ainsi que les modalités de fixation des mises à prix, pour donner plus de visibilité à l'autorité locale concernant les contrats de performance fiscales, a été également recommandée.

Sur le plan du service public, il a été préconisé l'accélération du transfert de la gestion du réseau d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes vers les établissements publics concernés. Le ministre a déploré l'existence de centaines de marchés réalisés sur fonds de l'Etat et non exploités.

Enfin, les walis sont tenus de formuler des propositions concernant le développement local de leurs wilayas, à moyen et long terme, lesquelles propositions seront présentées à la prochaine rencontre gouvernement-walis qui sera marquée par la signature des engagements que les chefs de l'exécutif devront honorer.

N. C.

Caisse nationale des retraites

El Ghazi appelle à plus de communication avec les retraités

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a instruit, hier à Alger, les responsables de la Caisse nationale des retraites (CNR) pour renforcer les moyens de communication et d'information au niveau local, en direction des retraités et des citoyens.

Lors d'une visite d'inspection à la CNR, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de développer l'accueil et de renforcer les moyens de communication et d'information au niveau des agences de wilaya et ce, au profit des retraités, voire même des travailleurs en activité.

Ces moyens de communication permettront d'apporter des réponses aux préoccupations des usagers de la caisse et assureront une meilleure prise en charge et ce, dans le cadre d'un travail de proximité destiné à cette frange de la société.

Dans ce contexte, le ministre a évoqué le rôle des cellules d'accueil du citoyen et de l'écoute sociale au niveau de l'ensemble des agences de la caisse, visant à garantir un meilleur suivi des besoins des usagers de la caisse.

M. El Ghazi a également souligné la nécessité de moderniser les méthodes de gestion de la caisse dans le but d'améliorer la qualité des prestations offertes aux assurés sociaux, tout en garantissant l'équilibre financier de la CNR.

Par ailleurs, le ministre a assisté a un exposé sur les activités de la CNR, notamment la qualité des prestations, la modernisation de la caisse et la préservation de l'équilibre financier, présenté par son directeur général, Slimane Melouka.

L'intensification des démarches entrant dans le cadre du dispositif d'aide à domicile pour venir en aide à des catégories particulières de retraités et leurs familles, notamment celles nécessitant une prise en charge spécifique, tels que les handicapés, les invalides et les dépendants, a été évoquée par M. Melouka.

Au plan de la modernisation de la gestion, le même responsable a indiqué que «*la mise en œuvre du plan directeur informatique constitue déjà un outil performant de gestion moderne, intégrant les différentes fonctions liées à la liquidation et au paiement des prestations de retraites, précédemment exécutées soit manuellement, soit au niveau de plusieurs logiciels séparés*».

Anis Gh.

LA QUESTION DU JOUR

Cette inflation qui se refuse

suite de la page Une

C'est que jusqu'à la dernière crise, celle de 2008, mais qui en fait est plus ancienne, une décennie, c'est la tranche de temps susceptible de contenir non pas l'une seulement des deux phases rythmant ordinairement la vie économique, mais les deux, l'une venant à la suite de l'autre. En dix ans, l'expérience a montré que le capitalisme, en dehors des grandes dépressions, est toujours passé de l'expansion à la récession, ou inversement, avec au milieu le moment du retournement de la conjoncture. Une décennie qui s'écoule sans que la récession ait été suivie d'expansion, c'est-à-dire en l'occurrence de reprise indéniable, ce n'est pas exagéré de dire que c'est la première fois que cela arrive dans l'histoire du capitalisme. Certes, il y a eu la crise de 1929, mais le fait qu'une décennie plus tard le monde entrait dans le plus grand conflit de son histoire empêche de se repérer sur elle pour remédier à celle d'aujourd'hui. Elle a cependant fourni des leçons, mises à profit justement par les autorités des grandes économies pour empêcher l'effondrement du système dans son ensemble. Ces leçons ont été négatives, en ce sens que les grandes banques centrales savaient ce qu'il en coûterait de refaire les mêmes erreurs que les régulateurs des années 1930. En vrais libéraux ceux-ci croyaient qu'une crise est un mal nécessaire, une poussée de fièvre bonne de par les effets purgatifs qu'elle comportait, et que comme telle il ne fallait surtout pas s'aviser de la contrarier. En fait, le capitalisme a changé depuis, le libéralisme s'étant transformé dans l'intervalle en néo-libéralisme, autant dire en son contraire par certains côtés. L'indicateur clé aujourd'hui, celui dont les améliorations annonceraient la sortie de crise, ce n'est ni la croissance ni le chiffre de l'emploi, et encore moins les taux d'intérêt, qui partout en Occident sont à un niveau historiquement bas, et depuis maintenant si longtemps. Ce qui confine à ce qu'on appelle la trappe à liquidité, pour autant qu'on n'y soit pas déjà, situation particulièrement redoutable, car elle rendrait inutile la monétarisation de l'économie (planche à billet, en termes savants : l'assouplissement quantitatif) qui seule aujourd'hui empêche l'effondrement du système. L'indicateur clé aujourd'hui, c'est paradoxalement l'inflation, dont la hausse signifierait que le capitalisme retrouve son mouvement naturel, que les salaires et les profits se relancent mutuellement, préparant par là même une bonne crise qui allège et rajeunit.

M. H.

Algérie Poste lance un portail web épuré

Un site adaptable aux supports mobiles

Algérie Poste a procédé lundi soir au lancement d'un nouveau portail web épuré, adaptable à tous les supports mobiles. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de communication de l'opérateur public.

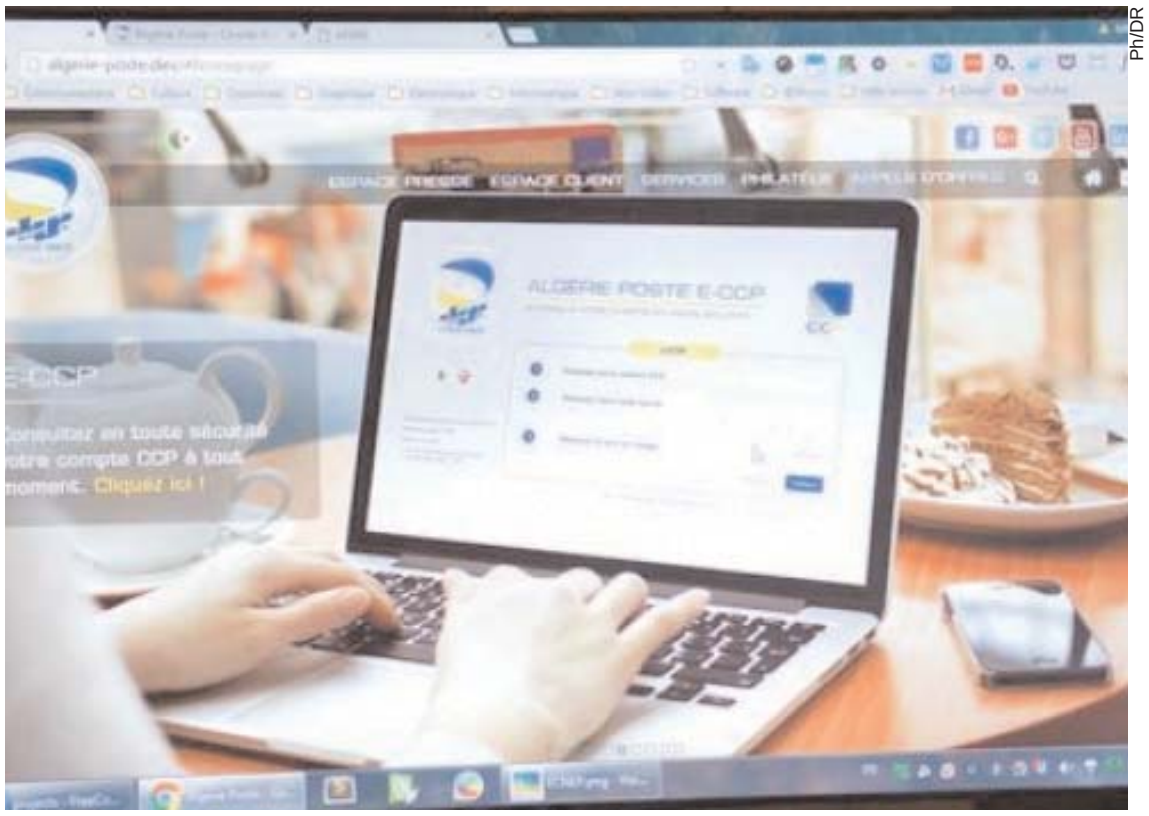
Par Yacine Djadel

Lors de la présentation de cet outil, Mme Amalou Lisa, responsable à Algérie Poste, en marge d'une cérémonie de remise des trophées aux gagnants de la marche des facteurs, n'a pas manqué de dire qu'«*avec cette nouvelle réalisation digitale, Algérie Poste a voulu s'inscrire dans une nouvelle démarche et proposer au citoyen algérien un outil qui répond à ses exigences d'usage des TIC*». Dans un souci de s'adapter aux nouvelles technologies, de plus en plus innovantes, cette responsable aux services d'Algérie Poste a expliqué également qu'avec l'avènement des écrans tactiles, ces deniers devaient anticiper ce besoin en créant un site adaptable à tous les supports mobiles. Une sorte d'exigence de leur part afin de proposer au citoyen des services de meilleure qualité et ce, pour répondre au mieux à leur nouveau slogan qui est «Toujours à votre service». De son côté, un responsable de l'opérateur public a expliqué à l'APS que ce nouveau site propose une arborescence simplifiée et plus dynamique, offrant une navigation agréable et fluide. Ce qui répond largement aux attentes de l'heure, a-t-il ajouté. C'est dans ce sens qu'Algérie Poste a fait en sorte que l'internaute puisse désormais accéder à l'information souhaitée entre 1 et 3 clics maximum. Cette nouvelle technique de développement offre donc un confort de navigation de manière à ce que le visiteur puisse retourner fréquemment sur le site, tout en lui évitant ainsi frustration et mécontentement, a-t-il relevé.

Le nouveau site, un espace dédié aux réclamations

A cet effet, il faut savoir que le nouveau site web propose tout un espace dédié à toutes les réclamations avec un engagement de tout le personnel d'Algérie Poste et ce, afin de répondre à celles-ci en 48h. Le but de cet espace, destiné spécialement aux usagers, est d'apporter aussi une solution viable en moins de 7 jours dans un premier temps, pour ensuite raccourcir le délai de traitement à 24h pour un résultat à 5 jours, a-t-on affirmé. Pour plus de précisions, il faut savoir que celui-ci est mis en œuvre de manière méthodique avec envoi de courrier électronique aux responsables de structures concernées. Un processus de traitement des réclamations permettant de s'inscrire, d'ailleurs, dans une relation mutuellement bénéfique avec les citoyens. En somme, plus accessible et plus attractif, ce nouveau site Internet a été conçu pour faciliter, dès la page d'accueil, l'accès à un contenu très riche, en privilégiant un découpage thématique construit autour de 5 espaces principaux dédiés à la presse, aux clients, aux services, à la philatélie ainsi qu'aux appels d'offres.

Y. D.



Ph/DR

Tizi-Ouzou

Ruée des familles sur les foires commerciales pour les vêtements de l'Aïd

Une ruée particulière des familles sur les foires commerciales est constatée à Tizi Ouzou où les ménages s'affairent à «*dénicher*» la bonne affaire : acheter les vêtements de l'Aïd aux enfants à des prix raisonnables.

Durant les derniers jours du mois de ramadhan, les parents sont nombreux à accompagner leurs enfants dans ces espaces, de jour comme de nuit, pour leur acheter de nouveaux habits à l'occasion de cette fête religieuse et dessiner la joie sur leurs visages. Les prix incitatifs pratiqués par les commerçants exerçant au niveau de ces foires attirent les citoyens dont le revenu ne permet pas d'aller dans des magasins d'habillement pour enfants qui pratiquent des prix «*inaccessibles*», ont signalé des parents rencontrés par l'APS.

Face aux dépenses supplémentaires liées à cette période de fête, les pères de familles ne se soucient nullement de la qualité des produits qu'ils achètent et pensent plutôt à minimiser les charges tout en faisant plaisir aux enfants.

Le «made in China» est en effet largement prisé par les familles qui n'éprouvent aucun complexe à se rendre dans ces foires pour faire leurs courses et satisfaire les besoins de leur foyer, a-t-on constaté.

«*Je suis venue acheter des vêtements de l'Aïd à mes trois enfants. Ici, les prix sont raisonnables. J'ai trouvé des jeans à 1 200 dinars, des robes à 1 500 DA, des tee-shirts cédés entre 600 et 1 000 DA et des chaussures dont les prix sont très abordables*», a confié une mère de famille qui explique qu'elle ne peut pas «*débourser plus de 10 000 DA pour l'achat de vêtements de l'Aïd*».

«*Personnellement, je préfère ramener mes enfants ici pour choisir ce qu'ils veulent. Il y a beaucoup de choix et les prix sont abordables, même si la qualité n'est pas toujours bonne, mais on peut trouver de belles choses qui font plaisir aux petits*», témoigne un père de famille rencontré dans une foire du centre-ville. A une question relative à un éventuel risque de ces habits sur la santé des enfants, ce papa s'est montré très confiant et a indiqué qu'il a toujours acheté les tenues de ses petits dans ces lieux et ces derniers ne sont «*jamais tombés malades*».

Dans les magasins pour enfants situés dans la ville de Tizi-Ouzou, une robe pour fillette ou un ensemble jupe-liquette sont cédés à partir de 2 500 DA, au même titre qu'un jean ou une chemise ou encore un simple débardeur, a-t-on relevé.

Une cherté que les commerçants expliquent par la qualité de leurs produits «*importés d'Europe*», mais aussi par la cherté du loyer et des autres charges que d'autres «*marchands occupant des espaces dans les foires commerciales n'honorent pas*», selon eux.

Le seul contrôle des vêtements importés d'Asie se fait aux frontières

Interrogé par l'APS par rapport au contrôle de la qualité des produits vendus au niveau de ces foires, le directeur du commerce de la wilaya de Tizi-Ouzou, Dogmane Akkacha, a précisé que le seul contrôle de la marchandise importée des pays d'Asie se fait au niveau des frontières par des équipes multidisciplinaires.

Au marché local, le contrôle de la conformité des vêtements vendus dans les foires commerciales n'est pas assuré par ses services, a-t-il signalé.

Une anticipation sur la période des soldes a, par ailleurs, été opérée par le ministère du Commerce qui a procédé à leur lancement le 26 juin dernier pour s'étaler jusqu'au 7 août prochain, dans le but justement d'offrir aux familles l'opportunité d'acquérir des produits de qualité à des prix réduits en cette période de fête, a-t-il rappelé.

Les services de la direction de la Santé ont rassuré, pour leur part, que les vêtements chinois importés et commercialisés en Algérie «*ne représentent aucun danger sur la santé, leur qualité étant contrôlée avant leur mise sur le marché*».

Yanis Ch.

Djelfa

Les soirées du ramadhan au goût des brochettes braisées

A Djelfa, les soirées du ramadhan ont le goût particulier des brochettes de viandes (blanches et rouges) cuites à la braise, dont la fumée acre et appétissante à souhait attire les gourmands en tous genres.

En effet, le visiteur du chef-lieu de la wilaya de Djelfa, durant les soirées du mois sacré, est facilement happé par la multitude de fumées «*appétissantes*» se dégageant de plusieurs points de la ville, où des tables sont dressées à même les rues, offrant un impressionnant choix de brochettes de viandes rouges, de dinde, de merguez, et de melfouf (foie). Les «*yeux étant le miroir du ventre*», dans ce cas de figure, ce sont surtout les échoppes aux devantures propres et aux frigos bien achalandés qui ont le plus de succès, auprès des amateurs de «choua», comparativement aux tables de brochettes à l'hygiène douteuse, présentées aux consommateurs dans un déni total des règles de conservation de ce produit sensible qu'est la viande. Néanmoins, chacun des deux possède ses clients et fans, dont les narines sont les premières à être «*agréablement*» agressées par l'odeur de ce mets délicieux. Certains commerçants n'hésitent pas à jeter des morceaux de graisse sur la braise, histoire de titiller encore plus l'odorat de ceux qui ont certains remords à s'attabler à leurs échoppes.

Les vendeurs de thé, aussi de la partie

Mais l'odeur est si engageante qu'une majorité tombe dans ce piège gustatif, où le client n'a plus qu'un seul désir, celui de se repaître de brochettes «*sans regarder à la dépense*», et ce, jusqu'a l'heure du s'hour. Un délice en appelant un autre, les vendeurs de thé se sont mis de la partie, en écumant tous les lieux de vente de «choua», pour proposer aux clients attablés avec leurs brochettes, des verres de thé à la menthe, histoire de digérer leur festin. Un festin (brochettes) où tout le monde trouve son compte, vendeur de «choua», vendeur de thé et consommateur.

Hani Y.

Campagne céréalière 2016

Perte de 30% de la superficie semée à cause de la sècheresse

■ Près d'un million d'hectares semés en céréales pour la campagne 2016 ont été perdus suite au déficit hydrique enregistré durant l'hiver dernier, a appris l'APS auprès du directeur général de l'Institut technique des grandes cultures.

Amel B.

Ph.> D. R.

«*Ce stress hydrique a fait que plus d'un tiers de la superficie ensemencée se trouve sinistré et perdu. Donc la production qui sera récoltée représente les deux tiers de la superficie semée laquelle est estimée à 3,3 millions hectares*», avance le même responsable. En outre, des gelées (en dessous de 0°) observées début mai à Tiaret, Tissemsilt et Chlef, ont accru les superficies sinistrées puisque «*les plantes ont été complètement éclatées*», fait-il savoir. En conséquence, le volume de la récolte céréalière, dont la campagne de moisson se terminera à la fin août prochain, ne sera pas très différent de celui de l'année 2015 qui avait enregistré une production de 40 millions de quintaux. La sècheresse qui a sévi ces trois dernières années s'est répercutée négativement sur la récolte céréalière du fait de sa forte dépendance des pluies. Néanmoins, les pluies tombées en février dernier ont permis aux cultures de reprendre et de sauver quelque peu la campagne : «*Les agriculteurs ont continué à y croire dont certains avaient même semé une deuxième fois en janvier après l'ensemencement de novembre*». Le retour des pluies en février et mars a permis d'obtenir un grain de qualité contrairement à la campagne précédente où le stress hydrique s'était produit en phase finale, ce qui a influé sur la qualité du grain et donc du rendement. Par ailleurs, il est observé que cette campagne s'est caractérisée par une hausse à 2,4 millions de quintaux (contre 2,1 millions de quintaux en 2015) des quantités de semences certifiées qui ont été distribuées aux agriculteurs, ayant permis de contrebalancer relativement l'impact du stress hydrique. «*C'est un seuil jamais atteint auparavant. Cela dénote de la conscience des agriculteurs quant à l'utilisation des semences de qualité en vue d'éviter les maladies touchant les céréales et d'avoir de bons rendements*», note le même responsable.

Trois saisons céréalières sur dix sont bonnes

Pays aride et semi-aride, l'Algérie devient de plus en plus sensible au stress hydrique : en moyenne, seulement trois saisons céréalières sur dix sont bonnes, selon les constats des instituts techniques spécialisés en agronomie. «*La seule solution est d'apporter une irrigation d'appoint ou de complément*», insiste M. Zeghouane. Or, le programme d'équipement des parcelles en système économiseur d'eau n'a pas donné les résultats escomptés malgré le soutien accordé par le gouvernement à l'acquisition de ce genre d'équipements, qui peut atteindre jusqu'à 60% du coût de ces derniers. La superficie équipée en système d'irrigation d'appoint est estimée actuellement à 240 000 ha environ alors que l'objectif est d'arriver à 600 000 ha dans la filière céréales sur les trois prochaines années. M. Zeghouane attribue cette situation à plusieurs facteurs dont celui du coût d'investissement trop élevé pour les agriculteurs : «*90% des exploitations ont moins de 10 ha, cela veut dire que ces agriculteurs n'ont pas les moyens d'investir dans ce créneau*». Il cite aussi le rôle des banques qui demeurent réticentes au financement du secteur agricole du fait des risques qui le caractérisent. Afin d'augmenter la superficie céréalière irriguée, il préconise que les transformateurs (minotiers et semouliers) doivent s'investir dans l'accompagnement des agriculteurs dans l'acquisition des équipements d'irrigation. Actuellement, les industriels de la filière céréales se limitent dans l'investissement dans les intrants (engrais, produits phytosanitaires). «*Ce n'est pas suffisant. Il faut aller vers des investissements plus importants en équipements pour faire face à ce problème de déficit hydrique*», suggère-t-il. L'implication des industriels est d'autant plus nécessaire vu la conjoncture économique du pays qui se caractérise par la réduction des financements de l'Etat.

Amélioration du rendement dans le sud du pays

Au sud du pays, la campagne céréalière 2015-2016 s'est achevée début juin avec une récolte meilleure que la précédente mais qui demeure en deçà des attentes, souligne à l'APS le directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Mohamed Belabdi. «*Cette année, la récolte obtenue au sud du pays est meilleure que celle enregistrée durant la campagne précédente. Nous avons même atteint des pics de rendement allant de 70 à 75 quintaux/hectare*», selon lui. Mais en moyenne, le rendement par hectare est de 45 quintaux dans le Sud, ce qui est en deçà des objectifs attendus : «*C'est insuffisant parce que si nous misons sur le Sud, c'est pour avoir de meilleurs rendements dans les superficies irriguées*». **A.B./APS**

Hydraulique

Ouali appelle à une amélioration de la gestion du service public de l'eau

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé à l'amélioration et à la modernisation de la gestion du service public de l'eau qui doit être au diapason des importants investissements réalisés dans ce secteur. Lors d'une réunion qu'il a tenue au siège de son ministère avec les directeurs des ressources en eau des 48 wilayas, Ouali a particulièrement insisté sur l'entretien des ouvrages hydrauliques ainsi que sur la gestion de proximité du réseau de distribution et d'assainissement d'eau. «*Il y a une nécessité d'entretenir les réalisations et les ouvrages à travers la surveillance des réseaux et la gestion de proximité*», a-t-il insisté, mettant en exergue le rôle et la responsabilité de ces responsables locaux dans le contrôle de ce service public même si cette mission est déléguée à d'autres organes (ADE, Seaal, régie communale.....). Dans ce cadre, le ministre a fait savoir qu'une nouvelle organisation de gestion de ce service avait été mise en place par son département ministériel pour une application immédiate dans toutes les directions des ressources en eau des wilayas. Ainsi, des commissions de wilaya, composées de différents intervenants dans la mobilisation, la distribution et l'assainissement de l'eau, seront créées pour assurer la surveillance de la disponibilité et du service de l'eau et de l'assainissement, a-t-il encore indiqué. Des équipes de contrôle et de surveillance seront mobilisées sur le terrain pour observer et enregistrer tout dysfonctionnement, tels les fuites et les piquages illicites, afin de mieux lutter contre le gaspillage de l'eau. En outre, le secteur prévoit de favoriser l'entretien et les équipements de modernisation des réseaux de distribution de l'eau et d'assainissement dans les prochains budgets, a avancé Ouali. «*Désormais, il faut concentrer nos efforts et prérogatives sur nos missions basiques liées à l'entretien des infrastructures et à la gestion des eaux usées et des stations d'épuration* (Step)», a-t-il ajouté. Pour rappel, le pays compte 75 barrages en exploitation et 9 autres en cours de réalisation, ainsi que 177 Step et 19 autres en cours de réalisation.

Samy O.

Relizane

Le commerce informel prend des proportions alarmantes

Le commerce informel a pris, dans la ville de Relizane, durant ce mois de ramadhan, des proportions alarmantes à telle enseigne que ce phénomène a gagné de nombreux quartiers et espaces publics. Les adeptes de ce commerce parallèle occupent la voie publique et utilisent souvent des carrioles pour écouler leurs marchandises. Il s'agit de nombreux produits de consommation très prisés comme les «dyoul», «les cherbet» et autres denrées telles que le pain, les gâteaux traditionnels ou encore les œufs, et ce, en l'absence des conditions de conservation et d'hygiène les plus élémentaires. Situé non loin du centre-ville, le marché «El Guerraba» attire le plus de vendeurs à la sauvette, une activité exercée aussi bien par les hommes, les femmes et même les enfants qui s'adonnent à ce commerce illégal malgré les opérations coup-de- poing menées régulièrement par la police dans le cadre de la lutte contre ce fléau. Les vendeurs à la sauvette, avec leurs carrioles, entravent la circulation routière, créant un véritable capharnaüm qui dégénère souvent en disputes et autres désagréments. Ce fléau n'a pas découragé les citoyens à acheter les marchandises exposées à même le sol, telles que certains produits de consommation, des vêtements, des chaussures, proposés relativement à bas prix. C'est la raison qui explique cet engouement pour ces produits du commerce informel, comme l'a expliqué une habituée de ce marché de proximité. Elle soutient que «*les citoyens se ruent vers les vendeurs sur la voie publique car les prix pratiqués arrangent tout le monde, notamment les petites bourses*».

Deux marchés boudés par les commerçants

Les services de la voie publique et les brigades de contrôle relevant de la direction du commerce de la wilaya œuvrent en commun pour éradiquer ces points noirs à travers les différentes sorties sur le terrain. L'opération de contrôle des marchés a permis la saisie, par les services de police durant la première quinzaine du mois de ramadhan, de nombreux produits dont plus de 280 kilos de fruits et légumes, 254 kilos de viandes provenant de l'abattage clandestin, a-t-on appris de ce corps de sécurité. La ville de Relizane a bénéficié, durant ces deux dernières années, de deux marchés de proximité, réalisés dans le cadre de la lutte contre le commerce parallèle au niveau de la nouvelle ville Adda-Benouda et à Haï Si Zaghloul. Toutefois les bénéficiaires de ces commerces refusent d'y exercer leur activité et préfèrent travailler dans l'informel. Seuls trois commerçants parmi les 80 vendeurs informels de la ville de Relizane qui ont bénéficié de ces espaces commerciaux ont rejoint le marché de proximité dans la nouvelle ville Benaada- Benaouda, selon le directeur du commerce. Ces derniers justifient leur situation par le manque de flux commercial dans ces nouveaux espaces.

R. E.

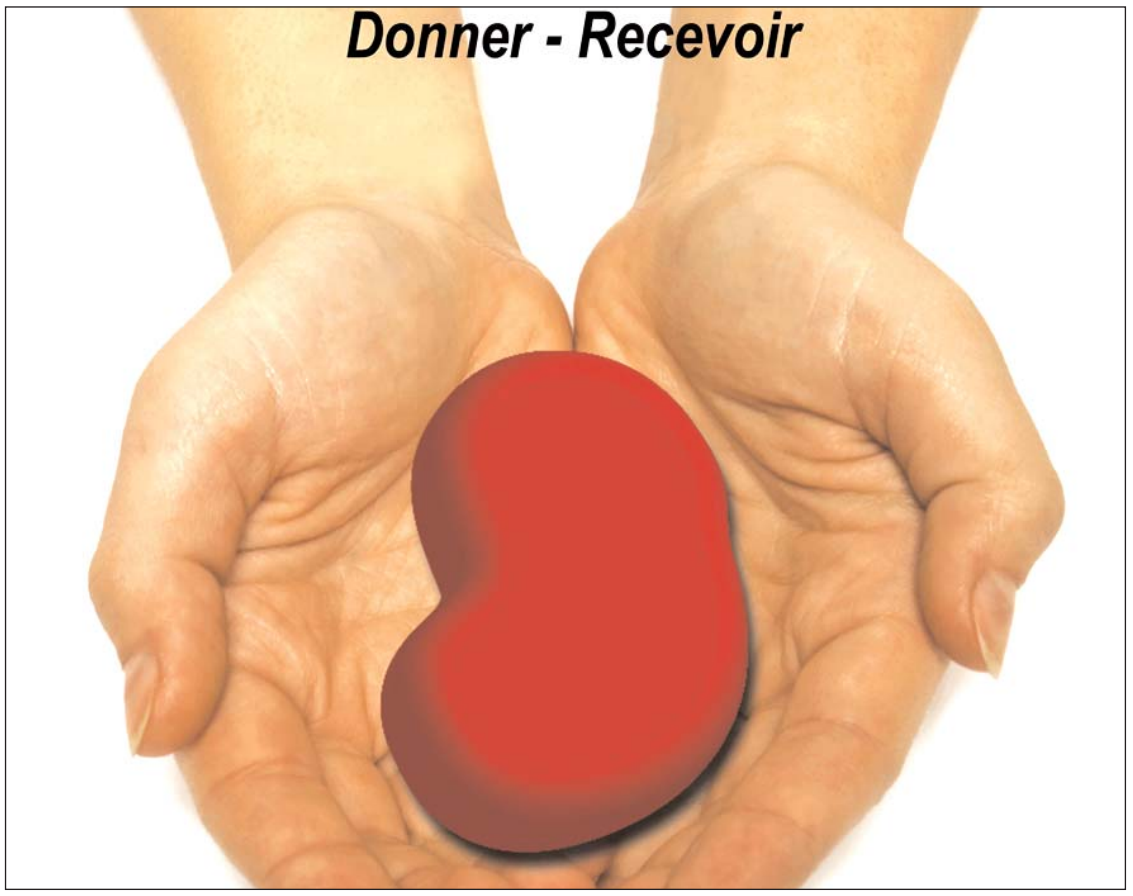
Greffe rénale

Six opérations effectuées avec succès à Batna

Six opérations de greffe de rein ont été pratiquées avec succès par l'équipe médicale du Centre hospitalo-universitaire Touhami-Benflis de Batna, a-t-on appris auprès de cet établissement de santé.

Par Souhila B./APS

Il s'agit de greffes ayant profité à des patients venus des wilayas de Sétif, Guelma, Biskra, Tébessa et Batna, a précisé la même source dans un communiqué, soulignant que ces transplantations ont été effectuées entre le 23 et le 25 juin. La même source a indiqué que les suites post opératoires des six patients sont «*rassurantes*», précisant que toute l'attention est accordée à ces patients à cette phase cruciale de la post-transplantation. La direction du CHU de Batna, «*encouragée et confortée*» par le succès des cinquante interventions déjà pratiquées par la même équipe médicale en 2015, se félicite de la réussite de ces interventions et de l'autonomie des différentes équipes de greffe, après quelques années de collaboration étroite avec l'équipe du CHU Mustapha-Pacha d'Alger, a-t-on encore noté. Pour le staff médical du CHU Touhami-Benflis, ce type de greffe est aujourd'hui «*techniquement maîtrisé*» et devrait devenir, dans peu de temps, une pratique hospitalière ordinaire et à part entière en Algérie. Pour l'année 2016, pas moins de 60 greffes de rein sont programmées par le CHU Touhami-Benflis, a-t-on rappelé, détaillant que quelque 100 dossiers de patients insuffisants rénaux, provenant de la wilaya de Batna et des régions limitrophes, sont en attente d'une greffe dans cette wilaya. Actuellement, 500 malades de la wilaya de Batna subissent des séances d'hémodialyse dans 10 centres spécialisés situés au chef-lieu de wilaya, à Ain Touta, Merouana, N'gaous, Barika et Arris, a conclu la même source. **Souhila B./APS**



Virus Zika

Trois cas enregistrés en Guinée-Bissau

TROIS cas d'infection par le virus Zika ont été signalés dans les îles Bijagos, dans le sud de la Guinée-Bissau, a annoncé le ministre de la Santé publique, lors d'une réunion du Conseil des ministres. Le ministre a indiqué que le gouvernement va prendre des mesures visant à circonscrire une éventuelle propagation de la maladie. La première de ces mesures annoncées par les autorités est la mise en place d'une Commission nationale pour la prévention et la Lutte contre Zika, dirigée par le Premier ministre, Baciro Dja, indique un communiqué. Sont membres de cette commission neuf ministres dont ceux de la Santé, de l'Economie, des Affaires étrangères et de la Communication sociale. Les îles Bijagos sont considérées comme une région vulnérable pour des maladies comme la diarrhée, en raison de leur situation géographique qui les place dans un isolement total. Le virus Zika est à l'origine de nombreux cas de microcéphalies dans les touchés. Il n'existe pas encore de vaccin contre ce virus qui est transmis par les moustiques et voie sexuelle.

R.S.

Maladie du foie

Les enfants surexposés

Les sodas light participent à l'augmentation de la stéatose hépatique non-alcoolique (NASH) chez les enfants en surpoids. Le mode de vie est le principal facteur de risque. Trop gras, trop sucré. Le mode de vie à l'occidentale nuit à la santé de nos têtes blondes. Des experts du foie l'ont rappelé, à l'occasion du Paris NASH Symposium, qui se tenait à l'Institut Pasteur. De plus en plus d'enfants et adolescents développent une maladie chronique du foie à cause de ces habitudes alimentaires délétères. La stéato-hépatite non alcoolique (NASH) est un fléau croissant dans les sociétés occidentales. Cette maladie chronique du foie se caractérise par une accumulation de graisse dans le foie. Non maîtrisée, elle peut évoluer vers une cirrhose et, à terme, un cancer. L'alerte des 250 spécialistes français et américains rassemblés à l'Institut Pasteur est d'autant plus justifiée que le nombre de mineurs touchés explose. Dans les pays occidentaux, 3 à 11% des enfants ont développé une NASH. Parmi les jeunes patients obèses ou en surpoids, 46% ont les mêmes symptômes. «*L'incidence de la stéatose métabolique pédiatrique continue à progresser parallèlement à l'épidémie d'obésité chez les enfants*», souligne le Pr Lawrence Serfaty, hépatologue à l'hôpital Saint-Antoine (Paris). Ce sont bien les habitudes alimentaires qui sont en cause : trop de sodas – même light – et trop de graisses saturées favorisent sa survenue. Le mauvais équilibre est la clé dans le développement de cette maladie : les manques de graisses insaturées, de fibres et de vitamines C et E sont impliqués. Mais Lawrence Serfaty le précise : «*Une meilleure compréhension des facteurs de risque et des mécanismes de l'atteinte du foie devrait permettre d'identifier de nouvelles cibles thérapeutiques*». Seule l'inflammation chronique est évoquée à ce jour. Les marqueurs de la maladie n'ont pas encore été définis.

Des facteurs génétiques

Définir les mécanismes de développement d'une NASH est d'autant plus important que des facteurs génétiques entrent en jeu. Un gène de susceptibilité a ainsi été découvert : PNPLA3, aussi appelé «*gène de l'adiponutrine*». Des chercheurs ont également observé une plus forte présence de la stéato-hépatite non-alcoolique chez les parents d'enfants obèses et entre jumeaux. Outre le risque de cirrhose, une production endogène d'alcool par le microbiote intestinal est observée chez certains enfants. Le seul traitement disponible est préventif : chez les personnes à risque, une modification du mode de vie est indiquée avant les premiers signes de NASH. Elle consiste à réduire la consommation de sodas, de graisses animales riches en acides gras saturés et en cholestérol et à augmenter son activité physique.

Samy H.

Maladie cardio-vasculaire

Le beurre ne serait pas responsable

Consommer du beurre n'augmente pas le risque de maladies cardio-vasculaires. Une méta-analyse remet en cause les idées reçues. Et si le beurre avait été diabolisé à tort ? Les autorités sanitaires du monde entier recommandent de limiter sa consommation. En cause : un risque de maladie cardio-vasculaire. Une méta-analyse parue dans PLOS One suggère qu'elles pourraient s'être trompées. En réalité, aucune association n'émerge entre le beurre et ces pathologies.

Risque limité de décès

9 études ont été rassemblées, regroupant un total de 636 151 personnes. Leur cohérence laisse à désirer puisque, selon les cohortes, la consommation de beurre variait de 4,5 grammes par jour à 46 grammes en Finlande. En moyenne, 3,2 portions étaient absorbées chaque jour. Une portion correspond à 14 grammes, selon les critères du ministère américain de l'Agriculture. «*Une consommation excessive de graisses augmente à terme le risque de prise de poids ou de développer une maladie cardio-vasculaire*», précise le site manger-bouger, qui reprend les recommandations du Programme national nutrition santé (PNNS). Il conseille de limiter l'apport en beurre, notamment.

Mais en réalité, le beurre n'est pas associé aux maladies cardio-vasculaires, montre la méta-analyse. Le risque de mortalité totale est très faible : chaque portion augmente de 1% le risque de décès. «*Bien que les personnes qui mangent le plus de beurre aient en général des régimes et des modes de vie moins bons, il semble que cet aliment soit assez neutre*», tranche Laura Pimpin, qui signe cette publication.

Moins de diabète

Résultat plus surprenant : le beurre pourrait réduire le risque de diabète. Une association inverse se dessine. Pour chaque portion, la probabilité d'en souffrir recule de 4%. Laura Pimpin estime donc qu'il faudrait le considérer comme «*un aliment intermédiaire*» : moins sain que les huiles de cuisine (olive extra-vierge, soja, lin), il reste une meilleure option que le sucre ou l'amidon contenus dans le pain et la pomme de terre. Les chercheurs reconnaissent tout de même que davantage de travaux sont nécessaires afin de comprendre cette association. Car d'autres facteurs entrent en ligne de compte. La conclusion de cette publication est simple : c'est le message de modération qui s'applique. «*La meilleure approche reste de consommer avec mesure les produits caloriques, comme les graisses et le sucre*», rappelle le service de santé britannique sur son site NHS Choices. De fait, l'arme la plus efficace contre le diabète et les maladies cardiovasculaires est formée de la combinaison entre activité physique et alimentation variée.

F.D./ TopSanté.com

Ain Témouchent

19 nouveaux forages pour renforcer l'AEP durant l'été

■ Dix-neuf forages ont été réalisés par l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) d'Aïn Témouchent pour renforcer l'alimentation en eau potable des populations locales et des estivants durant la période estivale, a-t-on appris de la direction de cette entreprise.

Par Ilham N./APS

Aïn Temouchent est une wilaya à vocation touristique. Sa façade maritime, longue de 80 km, et ses 18 plages autorisées, doivent accueillir, cette saison, une quinzaine de millions d'estivants, auxquels il est nécessaire d'assurer les meilleures conditions d'accueil et de séjour. La disponibilité de l'eau en est l'une de ces conditions essentielles. Dans ce sens, l'ADE d'Aïn Témouchent a tracé une feuille de route spéciale pour la réussite de la saison estivale. Ce programme porte, entre autres, sur la mobilisation de quantités suffisantes d'eau pour répondre à ces besoins exceptionnels qui viennent s'ajouter à ceux de la population locale. Deux réservoirs deux fois 10 000 m³ à Ain Témouchent seront destinés à cet effet. Il est également prévu le traitement de plusieurs points noirs sur le réseau de production et distribution, l'élaboration d'un programme optimisant les fréquences de distribution d'eau, l'entretien préventif de l'ensemble des stations de pompage de la wilaya. En cas d'incident perturbant la distribution, une réserve d'eau d'une moyenne de 12,5 millions de m³ sera assurée et des camions-citernes seront mobilisés pour assurer la distribution de l'eau à domicile, ajoute-t-on de même source. Pour enrayer tout risque de maladies à transmission hydrique, la direction de l'ADE prévoit le nettoyage et la désinfection de l'ensemble des points de production et de distribution et le renforcement du laboratoire de contrôle de la qualité de l'eau par des moyens humains et matériels. Enfin, un numéro vert «15 93» sera mis en service et joignable à partir d'un téléphone fixe pour permettre aux citoyens de signaler tout problème constaté alors que le radio locale sera mise à contribution pour communiquer aux auditeurs le programme de distribution de l'eau, parallèlement au lancement d'une campagne contre le gaspillage de l'eau.

I. N./APS

Ph. > D. R.

Université Batna 2

Ouverture d'un nouveau centre de recherche à la prochaine rentrée

L'université Batna 2 sera dotée à partir de la prochaine rentrée universitaire d'un nouveau Centre de recherche scientifique, a-t-on appris auprès de son recteur, le professeur El Tayeb Bouzid. Implantée dans le campus universitaire de la région de Fesdis, cette nouvelle structure comportera pas moins de 16 laboratoires de science et de technologie, aux côtés de laboratoires d'énergies renouvelables et de développement durable, a précisé la même source, détaillant que le nouveau Centre de recherche, une fois opérationnel, portera à 26 le nombre de Centres de recherche scientifique dont dispose l'université Batna 2. Grâce à ses équipements de pointe, ce centre permettra à l'université Batna2 la consolidation de ses filières scientifiques et techniques, avec notamment la création, pour la prochaine rentrée universitaire, d'une classe préparatoire en technologie. L'université Batna 2 collaborera avec le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) d'Alger dans le cadre d'une convention de coopération signée, pour la création d'une base technologique, a-t-on encore souligné. Cette base technologique permettra aux ingénieurs déjà diplômés de s'exercer de manière pratique et de mettre à jour leurs connaissances, s'adaptant ainsi à l'évolution scientifique, a-t-il soutenu. De son côté, le directeur du CRTI, le docteur Mustapha Yahi, a précisé que le but de cette collaboration est d'établir un «*maillon*» entre l'enseignement académique et le secteur industriel, afin de développer le secteur industriel et de trouver des solutions aux préoccupations exprimées. Pas moins de 10 000 nouveaux bacheliers sont attendus pour la rentrée universitaire 2016-2017 à l'université de Batna2, a indiqué le vice recteur de cet établissement, Zidani Kamel, signalant que le nombre total des étudiants atteindra les 31 000.

Ali O./agences

Laghouat

Le périmètre agricole de Chemorra attend la finalisation de son équipement

Le périmètre agricole «Chemorra» (600 ha), jouxtant le barrage de Kheneg Sidi-Brahim, dans la commune de Gueltat Sidi Sâad (Laghouat), attend la finalisation des opérations de son équipement et entretien. Des agriculteurs activant dans ce périmètre disent ne pas avoir encore exploité les eaux de ce barrage pour l'irrigation de leurs terres, en dépit des «*longues*» opérations d'équipement du périmètre. La direction des Ressources en eau (DRE) de Laghouat a indiqué, à ce propos, que les travaux d'équipement dudit périmètre agricole, ayant nécessité un investissement global de 115 millions DA, ont donné lieu jusque là qu'à la mise en place des canalisations du barrage vers les terres agricoles. L'opération, qui a accusé un certain retard, s'est effectuée initialement sur la base d'un effectif de 80 agriculteurs seulement, avant que leur nombre ne se soit accru à plus de 130 agriculteurs, nécessitant, par conséquent, un nouvel appel d'offres pour le reste à réaliser de l'opération, a-t-on expliqué. Le responsable de la DRE de Laghouat, Mohamed Hamouti, avait suggéré, par souci de prendre en charge les perturbations et pannes sur le réseau d'irrigation, la structuration des fellahs au sein d'une association agréée pour pouvoir assurer le gardiennage des installations et canalisations. Chose qui ne s'est pas faite et a de ce fait entravé la bonne gestion du périmètre agricole. Le président de l'Assemblée populaire (P/APC) de la commune de Gueltat Sidi Sâad, Belkacem Belmouaz, a imputé le blocage de la situation à l'inexistence d'une association des fellahs, la plupart ne disposant pas de la carte d'agriculteur. Livré en 2011, le barrage de Kheneg Sidi Brahim, réalisé pour plus de 420 millions DA, près de l'oued Touil, commune de Gueltat Sidi Saâd, offre une capacité de stockage annuelle de 4 millions m3.

S. O./APS

M'sila/ Daïra d'Ouled Derradj

Lancement d'une caravane d'information sur la formation professionnelle

Une caravane d'information et de sensibilisation proposant et détaillant aux jeunes de la daïra d'Ouled Derradj dans la wilaya de M'sila, les différentes spécialités disponibles dans la formation professionnelle a été lancée, a-t-on constaté. La caravane sillonnera les cinq communes de la daira d'Ouled Derraj à savoir, Ouled Derradj , Maadid , Ouled Addi Gebala , Souamaa et Metarfa, a précisé une source de la direction de la formation professionnelle. Cette action vise selon cette source à rapprocher et intéresser le jeune pour le choix d'un métier, selon une nouvelle carte pédagogique élaborée, favorisant l'insertion des apprenants dans le monde du travail. L'objectif de cette caravane dont la mission devra se poursuivre et ciblera les jeunes des 15 daïras de la wilaya est de communiquer et mieux informer et répondre aux préoccupations des jeunes s'agissant des formations disponibles et les conditions d'accès notamment. Proposer une formation pour la femme au foyer, la femme rurale en particulier est l'une des missions de cette caravane, a-t-on encore noté soulignant que la femme demeure le facteur principale de toutes transformations socio-économiques de la famille, a indiqué à l'APS une employée du centre de formation professionnelle d'Ouled Derradj qui a précisé que ce genre de formation permet a la femme d'acquérir un diplôme d'une part et de participer a la promotion économique de la famille d'autre part. La wilaya de M'sila compte vingt établissements de formation professionnelle offrant plus de 9 500 places pédagogiques.

K.H.

Sidi Bel-Abbès

Installation de la colonne mobile de lutte contre les feux de forêt

UNE COLONNE mobile de lutte contre les feux de forêt a été installée au niveau de la commune de Telagh (Sidi Bel-Abbès), région caractérisée par sa dense végétation, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la protection civile. Cette colonne, installée vendredi et qui devra activer jusqu'à fin octobre prochain, est composée de 53 agents des wilayas de Sidi Bel-Abbès et Nâama. D'importants moyens ont été mobilisés dans le cadre de ce dispositif à l'instar de neuf camions citernes, une ambulance, un véhicule de contact, deux camions de transport de matériels et des personnels. Cette colonne mobile a pour mission d'assurer une intervention rapide en cas de déclaration d'incendies de forêts, maîtriser le feu, soutenir les unités de la protection civile au niveau de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et renforcer leurs capacités opérationnelles en matière de lutte contre le feu. La colonne mobile est également appelée à soutenir les autres wilayas en cas de besoin, a-t-on indiqué de même source.

R.R.

Tunisie

Gouvernement d'union nationale, les propositions des partis

Les partis participant aux concertations sur le gouvernement d'union nationale ont relevé des points communs entre l'initiative du président de la République et leur propre diagnostic de la situation dans le pays.

Par Kamel L./Agences

Ils ont tous convenu de la nécessité de poursuivre la lutte contre le terrorisme et d'entamer de profondes réformes en mesure d'éliminer ce fléau. Il s'agit aussi d'asseoir un nouveau modèle de développement à même de relancer l'économie, lutter contre la pauvreté et la marginalisation et réduire les disparités sociales et régionales. En ce qui concerne la composition du gouvernement, les partis Al-Chaab, Al Joumhouri et Al Massar estiment qu'il est nécessaire d'expliquer à l'opinion publique la nature du prochain gouvernement, en fournissant des détails sur les programmes et les aspects politiques du nouveau cabinet. Pour le mouvement Al-Chaab, la structure du gouvernement n'est pas une fin en soi. Le parti a insisté sur l'importance d'établir les priorités dictées par la situation politique dans le pays. Al-Chaab préconise, dans ses propositions, une politique communicationnelle qui consiste à dire la vérité aux Tunisiens sur la réalité du pays. Il appelle à faire la distinction entre les mesures à caractère stratégique inscrites dans le long terme et les mesures urgentes dans les domaines social et sécuritaire et qui ne supportent plus de report.

Le parti Al Joumhouri considère, pour sa part, que «*le choix de l'union nationale dans les systèmes démocratiques et une exception dictée par des conditions exceptionnelles et qui se base sur le partage des sacrifices*»

Pour la relance économique, Al Massar estime que le domaine économique est l'aspect le plus gravement touché et que la détérioration des équilibres généraux menace l'économie nationale, mettant en garde contre le surendettement qui a atteint des niveaux pouvant porter atteinte à l'autonomie de la décision nationale. Al-Chaab recommande un cabinet, le plus possible réduit, en plus de la maîtrise des dépenses et la mise en place de pôles ministériels. Al Joumhouri propose de motiver les entreprises économiques, les petites et moyennes entreprises, en particulier, pour recruter plus de diplômés des universités. Le parti suggère aussi l'élaboration de stratégies urgentes dans les domaines du tourisme, de l'énergie, des mines et de l'agriculture.

En matière de lutte contre la corruption

Les partis ont appelé à déclarer la guerre contre la corruption à travers, notamment, l'audit des rapports des instances de contrôle et d'inspection pour ensuite engager les poursuites judiciaires dans des affaires de corruption. A ce propos, Al Massar a suggéré de généraliser le système informatique des marchés et des achats publics et de hâter l'examen du projet de loi relatif à la protection des dénonciateurs. L'Etat est appelé à mobiliser tous les moyens disponibles pour contrôler la transparence et le respect de la loi dans les opérations financières et commerciales publiques et privées et de poursuivre en justice les contrevenants, propose le parti. Al Chaab demande la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption qui propose une seule structure de contrôle pour démasquer les réseaux de financement actifs secrètement dans la vie publique.

Ph : DR

Une banque de développement pour les régions

L'impulsion du développement, la lutte contre la pauvreté et la réduction des disparités régionales ont été bien inscrites sur ces documents. L'objectif est de taille. Développer une économie sociale et solidaire et identifier des mécanismes appropriés en vue de régler les conflits sur les plans régional, local et sectoriel. Autres objectifs et non des moindres, encourager le secteur privé à investir dans les régions de l'intérieur. Les mesures d'urgence au profit des jeunes doivent prévoir la création d'une banque de développement au profit des régions et favoriser la discrimination positive de manière à aider à générer des postes d'emploi. Des recommandations ont été avancées visant l'application des mesures issues du dernier dialogue national sur l'emploi et l'octroi d'un bulletin de soins gratuit aux jeunes sans emploi. Au volet politique étrangère, le mouvement Echaab a plaidé pour le développement des relations avec les pays voisins notamment l'Algérie, l'appui des projets mixtes, le développement des régions frontalières pour lutter contre les réseaux de contrebande. Le mouvement Echaab a jugé indispensable d'identifier de nouveaux partenaires internationaux en dehors de l'espace européen et de développer les relations avec le groupe B.R.I.C.S. (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Kamel L./Agences

UE/Maroc

Le Comité belge réitère son opposition à tout accord incluant le Sahara occidental

Le Comité belge de soutien au peuple sahraoui a réitéré son soutien au respect des droits fondamentaux de ce peuple, réaffirmant son opposition à tout accord entre l'Union européenne (UE) et le Maroc qui inclut les territoires du Sahara occidental. «*Le Comité belge de soutien au peuple sahraoui réaffirme son soutien au respect des droits fondamentaux du peuple sahraoui, et n'exprime aucune objection à des accords UE/Maroc respectueux des limites territoriales*», a-t-il indiqué dans un communiqué diffusé à l'issue d'une réunion au ministère des Affaires étrangères sur l'intervention de la Belgique au soutien des conclusions du Conseil de l'UE dans l'appel introduit à la décision de la Cour de justice concernant l'annulation des accords agricoles UE/Maroc. Le président du Comité belge de soutien au peuple sahraoui, Pierre Galand, a réaffirmé, à l'occasion, son soutien aux accords et partenariats UE/Maroc, «*pourvu que ceux-ci s'en tiennent aux limites géographiques du Maroc*». «*Nous contestons l'extension territoriale du territoire marocain dans le cadre de ces accords*», a-t-il souligné, rappelant que «*le droit international et le droit commercial doivent primer*». Après avoir appris l'intervention de la Belgique au soutien des conclusions du Conseil de l'UE dans l'appel introduit à la décision de la Cour de justice concernant l'annulation des accords agricoles UE/Maroc le 10 décembre dernier, le Comité belge de soutien au peuple sahraoui a demandé un rendez-vous au ministère des Affaires étrangères afin de s'enquérir des raisons ayant motivé cette position. Lors de centre rencontre qui a réuni le président du Comité belge de soutien au peuple sahraoui avec des hauts responsables de la diplomatie belge, Luc Truyens, directeur de la région Afrique du Nord, et Mme Evy Demans, chargée de dossier dans le cadre de l'intervention au nom de la Belgique, ces derniers ont réaffirmé «*la position politique* (de la Belgique) *d'encourager les efforts des Nations unies pour la mise en application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui*». Interpellé en mai dernier par le député fédéral Benoit Hellings qui s'inquiétait de l'intervention de la Belgique en soutien au Conseil de l'UE, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a réitéré la position «*constante*» de la Belgique sur la question du Sahara occidental, plaidant pour une solution qui respecte le principe d'autodétermination du peuple sahraoui. «*Cette contestation en droit de la décision du tribunal* (à) *n'affecte en rien la position constante de la Belgique sur la question politique du Sahara occidental, consistant à appuyer une solution négociée, durable et mutuellement acceptable qui respecte le principe d'autodétermination*», a-t-il affirmé dans sa réponse au parlementaire Benoit Hellings. Le Conseil de l'UE a interjeté un appel du jugement de la Cour de justice de l'UE rendu le 10 décembre dernier annulant l'accord controversé sur la libéralisation du commerce des produits agricoles et halieutiques conclu en mars 2012 entre l'Union et le Maroc. Le chef de la diplomatie belge a rappelé que son pays «*soutient*» dans ce cadre le processus de négociation entre les parties sous l'égide des Nations unies et le travail de l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies. Estimant que l'initiative du gouvernement belge qui s'est joint à d'autres Etats de l'UE pour «*intervenir en soutien des conclusions du Conseil de l'UE, particulièrement inattendue*», le député fédéral Benoit Hellings a demandé au ministre belge des Affaires étrangères des explications sur «*les raisons politiques et diplomatiques qui guident cette intervention*» de leur Etat à la Cour de justice de l'UE. Une procédure de pourvoi au niveau de la Cour d'appel européenne a été introduite en avril dernier par l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Espagne et le Portugal, en soutien au Conseil de l'UE qui a fait appel de la décision du tribunal européen.

Faiza O./APS

Baghdad

Un attentat suicide de l'EI fait au moins 75 morts

■ Un kamikaze du groupe jihadiste État islamique (EI) a fait exploser sa voiture piégée hier dans un quartier commerçant de Baghdad, tuant au moins 75 personnes, le bilan le plus lourd dans un seul attentat dans la capitale irakienne cette année.

Ph.>D. R.

L'attaque avant l'aube s'est produite dans le quartier commerçant de Karrada où de nombreux habitants vont faire leurs courses avant la fête marquant la fin du mois sacré musulman du ramadhan, prévue en début de semaine prochaine. Selon des sources médicales et des responsables de la sécurité, au moins 75 personnes ont été tuées et plus de 130 blessées dans l'attentat. Le Premier ministre Haider Al-Abadi s'est rendu sur les lieux du drame et a promis de «*punir*» les responsables de l'attaque, selon son bureau. Mais les habitants étaient en colère contre l'incapacité du gouvernement d'empêcher de telles attaques. Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montre des hommes lançant des pierres sur un convoi présenté comme celui de M. Abadi. Après la déflagration, plusieurs bâtiments du quartier ainsi que des échoppes ont été ravagés par les flammes. Sur place, des hommes dégageaient les corps de deux victimes de l'un des bâtiments en feu, alors que les pompiers s'activaient à éteindre le feu. Gravats et débris étaient dispersés dans la rue où la voiture piégée a explosé. La dernière attaque majeure de l'EI à Bagdad remonte au 17 mai: un double attentat contre deux quartiers avaient fait près de 50 morts et plus de 100 blessés. Ces attaques témoignent de l'échec du pouvoir à mettre en place des mesures de sécurité efficaces à Bagdad, en dépit de l'aide de la coalition internationale dirigée par les États-Unis, qui entraîne les forces irakiennes dans le cadre de la lutte antijihadistes. Beaucoup mettent en doute l'efficacité des détecteurs d'explosifs et celle des barrages autour de la capitale. La vérification des papiers d'identité et la fouille des véhicules y est menée de façon superficielle. Dans un communiqué diffusé par SITE, le centre américain de surveillance de sites jihadistes, l'EI, une organisation radicale sunnite, a affirmé qu'un kamikaze irakien avait fait exploser une voiture piégée près d'un rassemblement de chiites, une communauté musulmane majoritaire en Irak considérée comme hérétique par l'EI. Cette attaque survient une semaine après la perte par l'EI de son fief de Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad, tombé le 26 juin aux mains des troupes progouvernementales soutenues par la coalition internationale, après une offensive de plusieurs semaines. Elle montre que ce groupe extrémiste parvient toujours, malgré ses revers, à frapper en commettant des attentats particulièrement sanglants. L'EI, qui a revendiqué de nombreux attentats à Bagdad et dans d'autres villes d'Irak, s'est emparé en 2014 de larges pans du territoire mais il a depuis perdu du terrain au profit des forces gouvernementales. La seule grande ville d'Irak que le groupe jihadiste contrôle encore est celle de Mossoul, deuxième ville du pays située dans le Nord. Plusieurs offensives ont été lancées ou sont en préparation pour tenter de la reprendre. L'attaque de hier intervient deux jours après l'annonce vendredi par le Pentagone de la mort de deux chefs militaires de l'EI, dont «*le ministre de la guerre adjoint du groupe*» tués le 25 juin dans une frappe de la coalition près de Mossoul. Leur «*élimination permet de préparer le terrain pour que les forces irakiennes puissent libérer Mossoul avec le soutien de la coalition*», a indiqué le Pentagone, alors que l'Administration américaine a dit espérer achever la campagne anti-EI avant la fin de l'été 2017. En juin dernier, le directeur de la CIA John Brennan a affirmé que ce groupe jihadiste, contraint de reculer dans ses bastions d'Irak et de Syrie voisine, gardait toutes ses capacités à commettre des attentats «*terroristes*». «*Au fur et à mesure que la pression augmente*» sur le terrain, «*il intensifiera*» ses efforts pour demeurer la plus puissante organisation «*terroriste*» mondiale, a-t-il souligné. Cette organisation qui occupe également de vastes régions en Syrie est responsable de terribles exactions et de multiples attentats meurtriers dans le monde.

Points chauds

Arrangement

Par Fouzia Mahmoudi

Il semblerait que la polémique concernant ses comptes de messageries, privés et professionnels, continue de hanter la campagne de l'ancienne secrétaire d'État et actuelle candidate officielle du parti Démocrate à la campagne présidentielle de novembre prochain. Et si ses chances de victoire restent élevées malgré les étonnamment bons résultats de son adversaire Républicain Donald Trump dans les sondages, cette polémique qui, apparemment, refuse de s'éteindre continue de diffuser une mauvaise atmosphère autour de la candidate. En effet, serait-il possible que Clinton soit inquiétée par un procès durant la campagne pour la présidentielle américaine ? Mise en cause pour avoir utilisé son téléphone personnel pour accéder à des serveurs confidentiels lorsqu'elle était secrétaire d'État, la candidate Démocrate a été entendue samedi matin par la police fédérale (FBI). Elle «*a livré un témoignage volontaire ce matin au sujet de l'arrangement concernant ses e-mails lorsqu'elle était secrétaire d'État*», a fait savoir Nick Merrill, un porte-parole de la candidate, précisant qu'elle était «*ravie d'avoir eu l'opportunité d'aider le ministère de la Justice pour que cette enquête arrive à sa conclusion*». «*Par respect pour le processus de l'enquête, elle ne livrera pas de plus ample commentaire au sujet de son interrogatoire*», a-t-il poursuivi. Selon un proche de la candidate, l'entretien a duré près de 3h30 et s'est déroulé au siège du FBI, dans la capitale fédérale Washington. La campagne de l'ancienne première dame des États-Unis pour l'élection du 8 novembre est empoisonnée depuis des mois par cette affaire de serveur privé de courriels utilisé à des fins professionnelles lorsqu'elle dirigeait le département d'État entre 2009 et 2013. C'est l'un des angles d'attaque privilégiés de ses adversaires politiques. Les Républicains, qui ont bien besoin de discréditer leur adversaire le leur l'étant déjà suffisamment, n'ont d'ailleurs pas manqué de dénoncer une rencontre qui a eu lieu cette semaine entre Bill Clinton et la ministre de la Justice Loretta Lynch. L'adversaire de d'Hillary Clinton, a notamment fustigé ce qu'il considère comme un arrangement. L'ex-président américain, dont l'avion s'est retrouvé la semaine dernière garé près de celui de Loretta Lynch à l'aéroport de Phœnix (Arizona, Sud-Ouest), est monté dans l'appareil de la ministre pour discuter avec elle. Les deux responsables se connaissent bien depuis longtemps. Loretta Lynch a ensuite affirmé que la rencontre du tarmac était purement fortuite et que la conversation impromptue avait porté sur des sujets sans rapport avec les dossiers dont elle était chargée. Elle a annoncé vendredi qu'elle se rangerait aux recommandations du FBI et des procureurs impliqués dans cette enquête, tentant ainsi d'écarter tout soupçon d'interférence politique dans ce dossier ultra-sensible. Reste à savoir si cette polémique aura un réel impact sur la campagne de Clinton ou si ses supporters, tout comme ceux de Trump, lui seront fidèles jusqu'au bout, le candidat milliardaire ayant eu son lot de polémiques ces derniers mois qui n'ont pas affaibli sa cote de popularité d'un iota. **F. M.**

Attentat terroriste

Le Bangladesh nie tout rôle de l'EI dans le massacre jihadiste

Le Bangladesh a assuré hier que le massacre de 20 otages, dont 18 étrangers, à Dacca avait été perpétré par les membres d'un groupe jihadiste local et a rejeté toute implication de l'organisation État islamique (EI). Au premier de deux jours de deuil national, des détails ont émergé sur la façon dont les assaillants du restaurant de ce quartier huppé de la capitale ont épargné les musulmans pour concentrer leur furie meurtrière sur les étrangers. Dénoncé dans le monde entier, ce massacre commis dans la nuit de vendredi à samedi a été revendiqué par l'EI qui dit s'en être pris à un rassemblement de «*citoyens d'États croisés*». Parmi les victimes se trouvaient neuf Italiens, sept Japonais, un Américain et une Indienne. Mais le ministre de l'Intérieur du Bangladesh a assuré que les assaillants appartenaient à un groupe extrémiste bangladais et non à l'EI. Six d'entre eux ont été abattus par les forces de sécurité tandis qu'un septième a été pris vivant. «*Ils sont membres du Jamaeytul Mujahdeen Bangladesh*» (JMB), a dit le ministre Asaduzzaman Khan à l'AFP, mentionnant ce groupe jihadiste interdit depuis plus d'une décennie. Selon lui, «*Ils n'ont aucun lien avec l'État islamique*». Le chef de la police du Bangladesh, Shahidul Hoque a déclaré que les enquêteurs se pencheraient sur l'hypothèse d'un «*lien international*» mais a ajouté: «*nous soupçonnons avant tout les membres du JMB*». Lors de l'attaque lancée vendredi, les hommes lourdement armés ont massacré la plupart des otages à l'arme blanche. Deux policiers bangladais ont également été tués. Cette prise d'otages d'une gravité inédite au Bangladesh intervient après des mois de violences marquées par les meurtres d'intellectuels et de membres de minorités religieuses, revendiqués par l'EI mais dont le gouvernement nie la présence dans le pays. Les analystes estiment que le Bangladesh ne veut pas admettre l'existence d'organisations jihadistes internationales sur son sol par crainte de faire fuir les investisseurs. Pour Shahedul Anam Khan, analyste pour le quotidien Daily Star, après cette dernière attaque, le gouvernement ne peut plus raisonnablement nier leur présence active. «*On n'est pas sûr que ces personnes soient liées de façon organique à des groupes extrémistes internationaux mais le gouvernement doit reconnaître la marque de l'EI dans ce pays et la multitude des démentis ne pourra rien y changer*», dit-il. Pour marquer le deuil, les drapeaux étaient en berne sur les bâtiments officiels et des cérémonies religieuses sont organisées dans tout le pays. L'Italie pleurait la mort de neuf de ses ressortissants tandis que le Japon, qui déplore la mort de sept Japonais, a exprimé sa colère devant «*les vies innocentes perdues*». Au moins 13 otages ont par ailleurs été secourus par les commandos lors de leur intervention. Un employé bangladais du restaurant a raconté que les jihadistes avaient clairement expliqué qu'ils s'en prendraient uniquement aux non-musulmans. «*Ils m'ont emmené avec deux de mes collègues et nous ont forcés à nous asseoir, la tête sur une table*», a-t-il dit à l'AFP sous couvert d'anonymat.

Théâtre amazigh d'Aghbalou à Bouira

Forte affluence du public

Le théâtre amazigh d'Aghbalou à Bouira reçoit chaque soir depuis le début du mois sacré un grand nombre de spectateurs. C'est dans le cadre des veillées du ramadhan ainsi qu'une rencontre régionale du théâtre amazigh organisées dans cette commune de Bouira que des spectacles musicaux et des pièces théâtrales sont présentés au public.

Par Abla Selles

Les veillées du mois sacré ne sont pas seulement musicales à Bouira. Il y a aussi le théâtre qui attire encore le public de toutes tranches d'âge. En effet, la rencontre régionale du théâtre amazigh d'Aghbalou connaît un franc succès, drainant chaque soir un public nombreux avide de moments de détente notamment en ce mois sacré de ramadhan, a-t-on constaté. Un public de toutes tranches d'âge assiste chaque soir aux spectacles proposés.

Depuis son ouverture le 27 juin dernier au chef-lieu communal, cet événement régional auquel participent des comédiens venus de Tizi Ouzou, de Bouira, de Boumerdès et de Béjaïa ainsi que d'Adrar, ne cesse de connaître une forte affluence de familles en quête de loisir et de détente après la rupture du jeûne.

«*Plus de trois mille personnes viennent chaque soir suivre les différents spectacles théâtraux que présentent les troupes participantes à cette manifestation*», initiée par l'association locale Ithrane, a indiqué à la presse Nacer Bellal, président de l'Assemblée populaire communale de Takerboust qui participe à l'organisation de l'évènement qui devait prendre fin hier soir.

«*Nous avons décidé d'organiser cette rencontre pour sortir la région d'Aghbalou de sa torpeur notamment en ces soirées de ramadhan et ce, à travers un théâtre en plein air au profit des citoyens et familles, ainsi que pour promouvoir cette manifestation et la propulser au rang de festival régional à Takerboust*», a souligné Terrad Nacer, président de l'Association organisatrice.

Via cette manifestation, «*nous voulons donner un nouvel essor au théâtre amazigh. Ce dernier a connu une régression ces dernières années due notamment à l'absence de volonté de promouvoir ce volet culturel*», a-t-il estimé. Le programme tracé dans le cadre de cet évènement parait plaire beaucoup au public. «*Les comédiens savent bien ce qu'on attend d'eux et ils ont tout fait pour alléger nos soirées du mois de ramadhan*», déclare un jeune.

Une pléiade de comédiens et de chanteurs, dont Aicha Guechoud et Chafik Bouchelkia, ainsi que la troupe théâtrale «Imugda» de l'association culturelle de Takerboust, prennent part à cet événement culturel, a-t-il précisé.

A.S.

Festival de Timgad

Une modeste participation arabe

Malgré les mesures d'austérité imposées au secteur, le Festival de Timgad aura bien lieu en 2016, célébrant pour l'occasion son 38e anniversaire.

Prévu au nouveau théâtre de la ville de Timgad, réplique du théâtre romain, la mouture 2016 du Festival de Timgad aura lieu sur 8 jours, soit du 12 au 19 juillet. Comme toujours, le raï, la chanson arabe et les genres traditionnels algériens se taillent la part du lion du programme, qui ne semble pas se renouveler outre-mesure. Ainsi parmi les artistes algériens présents, citons les performances de Souad Asla, Hasna Becharia, Kader Japonais. Au rang des représentations d'artistes étrangers, seul Julian Marley, artiste de raggae et «fils de» semble se distinguer.

La soirée inaugurale sera cent pour cent algérienne mais de genres variés. C'est les artistes Taoues, Hamid Belbeche, Khalas, Cheb Anouar et Kader japonais qui vont se succéder sur les planches de Timgad lors de cette soirée. La deuxième soirée elle sera animée par la chanteuse tunisienne Amina Fakhet et les artistes algériens Mohamed Rouane, Selma Kouir ainsi que Tikibawine. Quant à la troisième soirée elle verra le passage de Sultan et Dj Sem, Blacko et H Magnum, Ouled El Hadja Maghnia et Karim El Gang. La soirée de vendredi sera animée par Najwa Karam du Liban, Nasredine Hora, Nouria Saber Houari. La cinquième soirée sera animée par un spectacle musical d'une troupe de la Chine, Chaba Djamila, Djazouli, Cheb Zinou, Yahia El Khenchli. La soirée suivante sera animée par Julian Marley de la Jamaïque et les artistes algériens Maalem Medjber, Hasna Becharia et Souad Asla. La soirée du 18 juillet sera marquée par le spectacle de l'artiste syrien Wafik Habib qui connaît un franc succès ces derniers temps. Il sera suivi par Kamel Guelmi, Salim Chaoui, Mohamed Alia et Souad Massi.

Quant à la soirée de clôture, elle sera animée par la vedette irakienne Kadem Saher et la troupe algérienne Bouzaher.

A.S.

Veillées du ramadhan à Mostaganem

Chaou Abdelkader et Sid Ahmed Zeghiche enchantent le public

Les chanteurs châabi Abdelkader Chaou et Sid Ahmed Zeghiche ont présenté vendredi les meilleurs titres de leurs répertoires lors d'une soirée artistique à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem dans le cadre de l'animation des veillées du ramadan. Ces deux figures du châabi, longuement ovationnés, ont égayé, deux heures durant, le public par leurs principaux tubes au grand plaisir de l'assistance. Pour ces dernières soirées de ramadhan, il est prévu une veillée religieuse du genre «*Samaa soufi*», animée par la zaouia Alaouiya, l'association de Sidi Said, Salihine et l'association du club culturel «El Hilal». Les genres Malouf et Aïssaoua seront représentés par le chanteur Fateh Rouana et les associations de Cheikh M'hammed Benaissa de Tijdit et Sidi Medjdoub.

La direction de wilaya de la culture avait élaboré, dans le cadre de l'animation des soirées de ramadhan, un programme diversifié comportant des soirées artistiques en différents genres de chant et ce, au niveau du théâtre de plein-air, la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem et au niveau de plusieurs communes.

Des troupes et artistes de l'intérieur et l'extérieur de la wilaya ont animé ces soirées en différents genres tels le bédouin, le diwan, la chanson engagée, l'aissaoua, l'andalou, le hawzi, le chaabi, l'inchad, le madih et le samaa soufi.

F. H.

Décès

Le réalisateur américain Michael Cimino n'est plus

LE RÉALISATEUR américain Michael Cimino, auteur notamment de «*The Deer Hunter*» («Voyage au bout de l'enfer») sur la guerre du Vietnam, est mort à l'âge de 77 ans, ont annoncé samedi soir des sources concordantes.

Son décès a été annoncé d'abord par le directeur du festival de cinéma de Cannes, Thierry Frémaux, puis par le *New York Times*, qui cite Eric Weissmann, ami et ancien avocat du réalisateur. La cause du décès n'a pas été précisée immédiatement.

R. I.

Littérature

Décès du poète français Yves Bonnefoy

Yves Bonnefoy, le plus célèbre poète français contemporain, également critique d'art et traducteur, est décédé vendredi à l'âge de 93 ans, ont rapporté des médias français.

Auteur de plus de 100 livres, traduit en une trentaine de langues, il a été lauréat en France du Grand prix de poésie 1981 de l'Académie, du prix Goncourt 1987 de la poésie et a remporté le prix mondial Cino del Duca 1995. Yves Bonnefoy, cité plusieurs fois pour le prix Nobel, est né le 24 juin 1923 à Tours, dans le centre-ouest de la France, d'un père ouvrier-monteur aux ateliers des chemins de fer et d'une mère institutrice.

A partir de 1943, après des études de mathématiques, il étudie à Paris l'histoire de la philosophie et des sciences, sous la houlette de Gaston Bachelard et de Jean Hyppolite. Il adhère un temps au surréalisme mais reproche à l'écriture automatique de s'écarter du réel pour bâtir un monde clos de signes et d'images. A 30 ans, sa réputation est lancée avec la publication de «*Du mouvement et de l'immobilité de Douve*», un recueil à contre-courant de l'époque, marqué par le dépouillement et une quête intérieure qui range déjà son auteur parmi les plus grands poètes français.

Il signe ensuite notamment «*Hier régnant désert*» (1958), «*Pierre écrite*» (1965), «*Dans le leurre du ciel*» (1975), «*Ce qui fut sans lumière*» (1987), «*La vie errante*» (1993), «*L'encore aveugle*» (1997) ou «*Les planches courbes*» (inscrit au programme du bac au début des années 2000). Très actif en dépit de son âge, on lui devait encore cette année «*L'écharpe rouge*» (poésie) et «*La poésie ou la gnose*» (essai).

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn Zeydoun
9 juillet :
Soirée de musique chaâbie avec Nadia Boumerdassi
14 juillet :
Soirée musicale avec Taferka
15 juillet :
Soirée de musique andalouse avec Meriem Beldi
16 juillet :
Soirée de variétés kabyles avec Fares Rami
Maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki
Jusqu'a la fin du mois de juillet:
Exposition de peinture «25e anniversaire du décès de Mohammed Khadda».
Cirque national d'Algérie
Cirque Amar (Chapiteau à Place Ardis, Pins Maritimes, Alger)
Jusqu'au 30 juillet :
Spectacles du cirque Il Florelegio.

Coup-franc direct

Certains ont compris

Par Mahfoud M.

Une nouvelle approche a été entamée cette saison par les présidents de clubs de la Ligue I dans leur opération recrutement. En effet, contrairement aux précédentes saisons, certains dirigeants de formations même huppées se sont lancés dans le recrutement de jeunes joueurs au lieu de rechercher des joueurs d'expérience et ce, dans le souci de penser à l'avenir et donc d'amortir leur investissement sur le moyen et long terme. Ainsi, la majorité des joueurs de l'EN U 20 ont trouvé clubs acquéreurs cette saison, surtout chez les formations de l'USMA et du NAHD. Sans doute que la période de disette, côté finances, a fait que ces clubs se tournent vers les jeunes pour renforcer leurs rangs. Mais il faut dire aussi que ces clubs savent maintenant qu'il ne faut plus compter sur les joueurs chevronnés, dont la plupart ne viennent que pour remplir leur compte en banque et ne pensent pas vraiment à mouiller lemaillot, sachant que certains ne peuvent plus rien donner sur le terrain mais s'entêtent quand même à demander de fortes rémunérations pour signer dans les clubs. Ce serait donc une belle opportunité que de faire profiter ces jeunes joueurs qui ont les moyens de démontrer leurs talents et les faire bénéficier du soutien de certains présidents de club qui doivent penser beaucoup plus à l'avenir maintenant.

M. M.

Coupe d'Algérie de volley-ball

Le NR B B Arréridj décroche le doublé

LE NR BORDJ BOU-ARRERIDJ s'est adjugé, pour la 3e année consécutive, la Coupe d'Algérie de volley-ball (seniors-messieurs) en s'imposant face au GS Pétroliers par 3 sets à 0 (25-22, 25-13, 25-22), en finale de l'édition 2015-2016 disputée dans la nuit de samedi à dimanche à Birkhadem (Alger). Dans une finale à sens unique remportée haut la main, la formation des «Hauts-Plateaux» a confirmé sa suprématie sur le volley-ball algérien, en s'adjugeant un 3e doublé «Coupe-Championnat» consécutif. A l'image de la finale du championnat, disputé le week-end dernier, les Bordjis emmenés par le trio Hassisene-Hakmi-Harz, ont été les premiers à se détacher au tableau d'affichage prenant une avance de 3 points (8-5) au 1er temps mort technique (TMT), écart qu'ils réussiront à conserver pour remporter le 1er set (25-22). Dominateurs dans tous les compartiments de jeu, notamment à la réception et au contre, les joueurs du NRBBA entament le deuxième set au même rythme que le premier et prennent rapidement l'avantage du score, (8-4) au premier TMT et (16-8) au deuxième, avant de conclure sur le score de 25 à 13. Plus solidaires sur le terrain et développant un jeu collectif bien huilé, les joueurs de Bordj Bou-Arréridj ont continué à presser les Pétroliers mal au point physiquement et tactiquement. Malgré un dernier sursaut d'orgueil des Pétroliers, les Bordjis concluent le match en remportant le 3e set (25-22) et soulèvent la Coupe remise par le ministre de la Jeunesse et des Sport, El Hadi Ould Ali, pour la 3e année consécutive. C'est le 7e trophée acquis par la formation des «Hauts-Plateaux» après ceux de 2004, 2009, 2011, 2012, 2014 et 2015.

Déclarations des entraîneurs :

Abdelkader Dif (entraîneur du NR Bordj Bou-Arréridj) : «*C'est la victoire du collectif, tous les joueurs ont été extraordinaires. Nous ne nous attendions pas à une victoire aussi nette, mais à l'image de la finale du championnat nous avons remporté le match en trois sets. Je pense que mes joueurs ont montré plus de volonté sur le terrain pour décrocher un troisième doublé consécutif, et encore une fois le mérite leur revient. Concernant le déroulement de cette finale, je pense que le match a été plié au deuxième set, où nous avons largement dominé nos adversaires*».

Fayçal Ben Charif (entraîneur du GS Pétroliers) : «*C'est la loi du sport, une équipe qui ne joue pas ne peut jamais gagner. Je pense que nous sommes passés à côté de notre fin de saison. A l'image de la finale du championnat, mes joueurs ont été submergés par l'émotion et la pression des grands matchs. Nous sommes tombés sur une équipe très expérimentée qui à l'habitude de jouer des matchs de ce calibre. Félicitations à l'équipe de Bordj Bou-Arréridj qui mérite le trophée*».

EN Olympique

Raouraoua engagera un bras de fer avec Gourcuff pour Bensebaïni

Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, devrait engager un bras de fer avec l'ancien sélectionneur national, le Français Christian Gourcuff, actuel coach du club français de Rennes et ce, pour le joueur de l'EN olympique, Rami Bensebaïni, qui vient de s'engager avec les Rennais pour une période de quatre ans.

Par Mahfoud M.

Ainsi, on apprend que le patron de la FAF compte prendre attache avec Gourcuff pour lui demander de laisser Bensebaïni à la disposition du sélectionneur de l'EN olympique, Schürmann, afin de préparer les prochains Jeux olympiques. Il faut savoir que le joueur n'a pas encore reçu le feu vert de son nouveau/ancien coach Gourcuff pour participer avec la sélection algérienne aux Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro. C'est le président du PAC, Kheireddine Zetchi, qui l'avouera après avoir négocié la libération de son poulain.

«*Nous avons abordé le sujet de la participation de Bensebaini aux JO lors des négociations avec Rennes avant la signature du contrat du joueur, mais aucun engagement ne nous a été fait à ce propos*», a expliqué Zetchi. Bensebaini vient de clôturer un stage de préparation en vue des Olympiades avec la sélection algérienne, effectué dans les hauteurs de Tikjda (100 km d'Alger). L'entraîneur national, le Suisse Pierre-André Schürmann, mise énormément sur ce défenseur central de 21 ans en prévision du rendez-vous brésilien. Les nouveaux règlements de la Fédération internationale de football (Fifa) obligent les sélections nationales qualifiées aux JO à avoir au préalable l'autorisation des clubs pour engager leurs joueurs dans cette compétition. Jusque-là, la Fédération algérienne de football (FAF) a eu l'accord officiel d'Al-Sadd (Qatar) et du Sporting Gijon (Espagne) pour libérer leurs joueurs respectifs, Baghdad Bounedjah et Rachid Aït Athmane au profit des Verts lors du tournoi olympique en août prochain. Avec le départ vers Rennes de Bensebaini, qui a joué la saison passée à Montpellier à titre de prêt, la FAF sera dans l'obligation de négocier avec ce club la libération du joueur en vue des JO. D'aucuns pensent que Gourcuff pourrait bloquer Bensebaïni, surtout qu'il compte énormément sur ce joueur qui a été recruté sur sa proposition.

M. M.

Ph. > D. R.

Bensebaïni dans une situation difficile

USM Alger

Ziri Hammar quatre ans à Soustara

Le milieu de terrain offensif de la JS Saoura, Ziri Hammar, s'est engagé samedi pour un contrat de quatre saisons avec l'USM Alger, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. Evoluant sur les deux couloirs, l'international olympique (24 ans) devient la 7e recrue estivale du club algérois après les trois Franco-Algériens Rafik Bouderbal, Khaled Abel et Réda Bellahcen ainsi qu'Amir Sayoud (DRB Tadjenanet), alors que l'Ivoirien Ghislain Guessan (RC Arbaâ) et Abderraouf Benguit (Paradou AC) ont été engagés à titre de prêt. L'attaquant international olympique Abderrahmane Meziane a réintégré les rangs des «Rouge et Noir» après un prêt d'une saison au RC Arbaâ, club relégué en Ligue 2. Le défenseur du MC Oran, Mohamed Benyahia, pour qui un accord final a été trouvé entre les deux clubs, est attendu dans les prochaines heures pour officialiser son arrivée chez l'USMA. En revanche, le club de Soustara s'est séparé des services de pas moins de huit joueurs dont Brahim Boudebouda (MC Alger), Karim Baiteche et Mohamed Amine Aoudia (CS Constantine), tandis que Zineddine Ferhat, en fin de contrat, s'est engagé avec Le Havre AC (Ligue 2/France). Le meneur de jeu Amar Bourdim, qui vient de prolonger son contrat de cinq ans avec l'USMA, a été prêté pour deux saisons à la JSS dans le cadre du transfert de Ziri Hammar. L'USMA, championne d'Algérie en titre, sous la houlette de son nouvel entraîneur Adel Amrouche, a repris les entraînements mardi dernier à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Bénian (Alger) en prévision de la saison 2016-2017.

Le second match amical face au Stade Rennais annulé

Par ailleurs, le second match amical entre le Stade Rennais et l'USM Alger (Ligue 1/Algérie) qui devait se jouer le mercredi 20 juillet a été annulé, selon le programme de préparation d'intersaison dévoilé par le club breton. Les deux équipes ne vont se rencontrer qu'une seule fois le samedi 16 juillet au stade Dinard à partir de 18h00 (17h00 algériennes), selon la même source. L'USMA, championne d'Algérie en titre, effectuera un stage dans la région de Bretagne (France) du 8 au 22 juillet avec au menu trois matchs. Outre le Stade Rennais, dirigé désormais par l'ancien sélectionneur d'Algérie Christian Gourcuff, l'USMA affrontera lors de son premier test le Stade Brestois 29 (Ligue 2) le mercredi 13 juillet avant de donner la réplique à l'US Granville (championnat amateur) le vendredi 22 juillet. Le club algérois a entamé le 28 juin les entraînements en vue de la prochaine saison, sous la houlette du nouvel entraîneur Adel Amrouche. Côté recrutement, l'USMA a assuré jusque-là les services de 7 joueurs dont le dernier venu, le milieu offensif de la JS Saoura Ziri Hammar qui s'est engagé samedi pour un contrat de quatre saisons. Le club de Soustara prendra part à la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique, dont il a atteint la finale en 2015.

MC Alger

Hendou rejoint l'USM Bel-Abbès

LE MILIEU de terrain défensif du MC Alger, Karim Hendou, s'est engagé samedi pour un contrat de deux saisons avec l'USM Bel-Abbès, a-t-on appris auprès du nouveau promu en Ligue 1 Mobilis de football. Le joueur était annoncé de retour chez son ancien club de l'USM Harrach, avant de préférer plutôt tenter une expérience avec l'USMBA. Le club de la «Mekerra» a enregistré auparavant l'arrivée de plusieurs joueurs à l'image de l'attaquant Madani Meziane (USM Harrach), du défenseur Rédouane Bachiri (MC Alger) et latéral droit Mohamed Amrane (DRB Tadjenanet). Côté départ, la formation de l'ouest a enregistré le départ celui du défenseur Fayçal Abdat, qui a rejoint l'USM Harrach. L'équipe est dirigée désormais par le technicien Si Tahar Chérif El Ouezzani, qui a remplacé Abdelkrim Benyelles, dont le contrat n'a pas été prolongé. Chérif El Ouezzani assurait la saison dernière aux destinées techniques du Paradou AC (Ligue 2/Algérie).

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Décès

Michel Rocard, le socialiste opposé à la guerre livrée par la France contre le peuple algérien

L'ANCIEN Premier ministre sous François Mitterrand, Michel Rocard, qui s'est opposé à la guerre qu'avait livrée la France contre le peuple algérien, s'est éteint samedi à l'âge de 85 ans.

Militant très actif de la gauche française, notamment à la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), il se dresse contre la politique «*algérienne*» de Guy Mollet pour entrer en dissidence. En sa qualité de secrétaire des Etudiants socialistes, il est hostile à la guerre menée par sa famille politique contre le peuple algérien et fonde le PSA (Parti socialiste autonome).

Le 17 février 1959, en sa qualité de fonctionnaire, âgé de 28 ans, il remet un rapport sur les conditions prévalant dans les camps de concentration des Algériens (hommes, femmes et enfants) au délégué général en Algérie.

Le rapport faisait état d'une réalité ignorée par l'opinion publique concernant plus d'un million d'Algériens, détenus dans des conditions inhumaines dans ces camps, une des tragédies les plus méconnues de la guerre d'Algérie, qui enregistraient une mortalité enfantine effrayante.

Michel Rocard relatait dans son rapport que, par jour, près de 500 enfants sont menacés de famine. Alerté par l'auteur du rapport, le cabinet du garde des Sceaux du gouvernement de Michel Debré, Edmond Michelet, décide de donner ce rapport à la presse. Selon des historiens, ce rapport est à l'origine du manifeste des «121» intellectuels et hommes de culture français contre la «*guerre d'Algérie*», dans lequel les signataires dénoncent la pratique de la torture et s'engagent à refuser de «*prendre les armes contre le peuple algérien*».

Chef de parti, haut fonctionnaire, sénateur, député, ministre et Premier ministre, Michel Rocard, ce «*hamster érudit*» est resté la référence intellectuelle de la gauche française et son maître à penser.

Il est considéré comme un modèle d'une génération politique, «*compétent, inventif et honnête*». Dans sa dernière interview, un testament politique, accordée à l'hebdomadaire «*Le Point*» du 23 juin dernier, il a affirmé que la gauche française actuelle est «*la plus rétrograde*».

Dans son analyse de la classe politique française, Michel Rocard a estimé que «*la démocratie chrétienne avait un projet de société pour toute l'Europe qu'elle a fini par abandonner. Le gaullisme a disparu. Le communisme s'est englouti dans son propre archaïsme et le socialisme porte un projet, mais il n'est plus clair depuis longtemps*».

Pour lui, la France est entrée dans un «*déclin profond*» à cause de la manière dont la communication est conduite et gérée, soulignant que ce compte aujourd'hui «*l'attitude des médias*». Beaucoup le reconnaissent en tant que leader politique, il a marqué l'histoire de la gauche et en sa qualité de Premier ministre, il a laissé des réformes «*précieuses*».

R. I.

ANEP/Prix «Les amis du livre»

Les quatre lauréats récompensés à Alger

■ La récompense du Prix «Les amis du livre», initiative de l'Anep destinée à différents acteurs du secteur du livre et de la communication, a été décernée avant-hier, à quatre lauréats lors d'une cérémonie organisée, à l'hôtel El Aurassi à Alger.

Par Yacine Djadel

Parmi les quatre lauréats honorés, pour la première édition de ce prix, Abderrahmane Ali Bey, responsable de la librairie Tiers-Monde, sise à Alger-Centre, a eu le privilège de se faire attribuer la plus haute distinction. Pour le jury, M. Ali Bey, a été, durant 30 longues et fidèles années, un médiateur et l'interface exemplaires entre le lecteur, l'auteur et l'éditeur d'où leur choix de sa distinction. Le second prix nommé «Coup de cœur» est revenu, quant à lui, à Lounès Khir, un autodidacte et passionné de littérature, qui non-voyant, n'a pas cessé de se nourrir des livres en se faisant lire des romans par ses amis. Pour ce qui est de la «Distinction honorifique», celle-ci a été remise à Aïcha Kassoul, professeur universitaire en littérature française, pour qui le livre a été toute sa vie son outil de travail. Animatrice également de l'émission radiophonique dédiée à la littérature «Un monde qui nous rassemble parce qu'il nous ressemble», diffusée à la Chaîne III, celle-ci n'a pu donc pas manquer les félicitations du jury à son égard. A propos du quatrième et dernier Prix, au nom d' «hommage à titre posthume», celui-ci est revenu à Jacques Berque (1910-1995), sociologue et islamologue engagé en faveur de la cause algérienne pendant la guerre d'Algérie. Cette distinction, à titre posthume, en hommage à tout son dévouement pour l'Algérie, a été donc reçue par son fils, Julien Belmondo Caccia. A cet effet, le Prix «Les amis du livre» initié par l'Entreprise nationale d'édition et de publicité (Anep), sous l'égide du ministère de la Communication, s'adresse principalement aux acteurs du livre tels que les libraires, les bouquinistes et même les journalistes. Un prix consacré pour la première fois aux non écrivains. Juste ceux qui ont un rapport étroit avec le livre et ont prouvé leur amour du livre par le travail. A ce propos, Hamid Grine, au cours de son allocution prononcée à cette occasion, n'a pas manqué de signaler l'attachement, la passion et surtout l'amour des lauréats pour le livre. «*Le prix des amis du livre est une récompense pour ceux qui n'ont pas la chance de participer aux prix destinés, entre autres, aux écrivains*», a-t-il souligné. Le ministre de la Communication a ajouté, par ailleurs, que tous les lauréats, ici présents ce soir, ont prouvé de manière manifeste, l'amour inconditionnel qu'ils éprouvent à l'égard du livre, ajoutant à ce propos que «*le livre est comme l'amour, il a besoin tout le temps de preuves et ceux qui sont là ce soir l'ont prouvé*», a-t-il indiqué. Pour sa part, Djamel Kaouane, P-DG de l'Anep, a expliqué de son côté que l'idée d'organiser ce prix est motivée par le constat faisant part du rétrécissement des espaces de savoir et de créativité. Il est à rappeler, par ailleurs, qu'outre la valeur symbolique du prix, en tant que vecteur de savoir et de culture, cette distinction, décernée aux quatre lauréats, a été dotée d'une récompense pécuniaire de 1 million de DA, de 700 000 DA, de 500 000 DA ainsi que de 300 000 DA, et ce, en respectant l'ordre d'attribution.

Y. D.

Naâma

Fin du déminage de la bande frontalière ouest sur plus de 10 100 hectares

LES DERNIÈRES parcelles de terres assainies de mines datant de l'ère coloniale, sur le territoire de la wilaya de Naâma, ont été remises dimanche aux autorités des communes de Naâma, Ain-Sefra et El-Kasdir, portant ainsi à 10 134,33 hectares les zones de cette wilaya assainies par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP).

L'opération a permis d'assainir les zones frontalières de la wilaya de Naâma, notamment celles de Djeniène Bourezgue, Tiout, Moghrar, Ain-Sefra, Mekmène Benamar, El-Kasdir, Ain-Benkhelil et Sfissifa, de mines datant de l'époque coloniale.

Elle a été lancée en 2004 pour prendre fin au mois de mai dernier, et a donné lieu à l'extraction de 236 083 mines de différents types et catégories, selon un exposé de la cellule de génie-militaire de l'état-major de la 2e Région militaire, présenté lors de la cérémonie de remise aux autorités locales des dernières parcelles de terres déminées.

La cérémonie, à laquelle ont assisté, outre les autorités civiles et militaires, des moudjahidine, des représentants de la société civile ainsi que des invalides victimes des mines, a été une occasion pour le commandant du secteur opérationnel de l'ANP de Naâma, le colonel Kamel Sissaoui, de rappeler les efforts soutenus déployés pour l'assainissement du territoire des séquelles du colonialisme.

L'opération, qui intervient à la veille de la célébration de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse, et qui a permis de débarrasser entièrement cette région frontalière des mines coloniales, a été le fruit de la génération de l'indépendance qui a fait preuve du même sens de sacrifice de leurs aînés, a-t-il ajouté.

De son côté, le général Mustapha Maâzouzi, commandant du 36e bataillon d'infanterie mécanisée de la zone d'Ain-Sefra, dont une des sections a été chargée de l'opération de déminage sur le territoire de la wilaya de Naâma, a indiqué que les compétences techniques d'extraction des mines à des fins humanitaires et les efforts déployés dans ce cadre, ont contribué au développement d'activités socio-économiques pour les habitants de zones frontalières qui ont souffert des séquelles des lignes de la mort Challe et Maurice, de l'ère coloniale.

Yanis F.